16-31 JANVIER 1960 BIMENSUEL 12e Année (Nouvelle Série). — N° 229

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

BORIS SOUVARINE. — Etrange anniversaire 1
Les communistes et la révolution cubaine 3
LUCIENNE REY. — Le P.C. et les écrivains polonais 5
Renforcement du despotisme en Roumanie 7
Le remaniement ministériel bulgare et les difficultés du « bond en avant » 8
Le VIIe Congrès du Parti socialiste unifié des travailleurs de Hongrie.. 9
La réorganisation des forces militaires en Hongrie 11
LUCIEN LAURAT. — L'agriculture soviétique ne donne pas satisfaction... 13
N. VALENTINOV. — U.R.S.S. et U.S.A. : Agricultures comparées 15
Les communistes du Paraguay font-ils partie du Front unique ?..... 18
NICOLAS LANG. — Manœuvres communistes contre la République Arabe Unie 19
A travers les revues : Le commerce franco-soviétique 20

ÉTRANGE ANNIVERSAIRE

PLUS exactement : étrange façon de célébrer un anniversaire, à savoir le quatre-vingtième de la naissance de Staline que la *Pravda* du 21 décembre dernier et le *Kommounist*, n° 18, de décembre 1959, ont commémoré chacun par un article dont la presse occidentale a très mal rendu compte. En effet, ces deux articles sont en réalité des actes d'accusation, alors que les résumés télégraphiques envoyés de Moscou mettaient plutôt l'accent sur l'hommage insolite rendu à la mémoire du tyran défunt.

Dans l'ensemble, ces deux articles sont conformes au schéma du discours prononcé à huis clos par Khrouchtchev au XXe Congrès de son Parti et que l'orateur a jugé bon d'attribuer aux services secrets américains quand il s'avisa, un peu tard, des effets de ce discours dans les pays satellites. Ils sont conformes aussi à la biographie de Staline révisée, laborieusement mise au point, qui figure au tome XL de la *Grande Encyclopédie Soviétique* (publié avec un an et demi de retard, précisément à cause de cette laborieuse révision). Ils sont conformes enfin à la nouvelle version de l'*Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.*, récemment parue, et à d'autres textes soviétiques officiels de moindre importance.

Mais il fallait une raison pour réitérer, à l'occasion de cet anniversaire auquel personne ne pensait, les explications déjà dites, pour dicter une fois de plus les réponses toutes faites aux questions que de mauvais esprits ne manquent pas de se poser, en U.R.S.S. comme ailleurs, à propos de Staline et du stalinisme. Sans être dans le secret des dieux de l'Olympe soviétique, on peut supposer qu'il s'agit tout simplement, sous le premier prétexte venu, de rappeler les vérités à la fois changeantes et définitives qui constituent l'orthodoxie du moment, un moment dont nul ne saurait prévoir la durée. S'il existe une raison plus précise, plus immédiate, ayant incité à cette récente leçon « d'idéologie », on ne la connaîtra qu'à la faveur d'une circonstance imprévisible.

Il n'est donc pas sans intérêt d'examiner les deux articles en question pour en retenir ce qu'ils peuvent offrir d'original ou ce qu'ils confirment d'essentiel pour les besoins de la cause telle que les dirigeants communistes la comprennent à la date actuelle. Car ils ne se bornent pas à reproduire en partie le schéma du réquisitoire de Khrouchtchev, considéré comme impubliable; ils en retiennent les traits qui paraissent nécessaires et permanents, en attendant que les besoins d'une politique « réaliste » commandent soit de les rectifier, soit d'en révéler davantage.

La première observation qui s'impose est l'anonymat des articles. Il ne se trouve personne pour les signer, personne ayant un

nom. Certes, rien n'eût été plus facile que d'y apposer les signatures d'un Popov ou d'un Ivanov quelconques. Mais ç'eût été en affaiblir la portée. Ils sont l'œuvre d'une équipe de scribes travaillant sur les instructions du service qualifié, lequel reçoit ses directives du secrétariat du Parti. Pour les choses qui acquièrent un caractère dogmatique (jusqu'au prochain tournant), les expressions à mettre en circulation sont littéralement dictées, clichées, afin d'être répétées *ne varietur* par tous les perroquets du « marxisme-léninisme » à la mode du jour. L'anonymat signifie que la *Pravda* et le *Kommounist* ont formulé le catéchisme obligatoire en la matière, au nom du pouvoir omnipotent, omniscient, infaillible.

Khrouchtchev a dit que pour bien comprendre la critique du « culte de la personnalité » (euphémisme qui voile l'énormité des crimes innombrables de Staline), il faut bien voir les « deux côtés » dans l'activité de son maître : « le positif, que nous soutenons et plaçons très haut, et le négatif, que nous critiquons, condamnons et repoussons... Notre Parti, nous tous condamnons catégoriquement Staline pour les fautes grossières et les perversions qui ont causé un sérieux dommage à la cause du Parti, à la cause du peuple. » Les deux articles citent cette sentence et paraphrasent le thème facile des « deux côtés ».

Le bon côté est assez vite expédié : Staline fut un disciple de Lénine, il a toujours milité dans les rangs du Parti, il incarne le type du « révolutionnaire-professionnel », etc., toutes choses qui ne le différencient en rien des autres suiveurs de Lénine et n'intéressent plus personne. Mais au début de la révolution, « Staline prit une position erronée sur la question de la paix (...) semant par là des illusions », etc., puis se rallia bientôt à Lénine. Cela non plus n'intéresse maintenant personne. Suit un bref *curriculum vitæ* du personnage, expurgé de tous les mérites imaginaires dont il avait effrontément farci sa biographie : son rôle dans la révolution et la guerre civile est ramené à de justes et modestes proportions. Vient alors le vrai titre que les dirigeants actuels lui reconnaissent, celui d'avoir lutté contre « les trotskistes, les zinoviévistes et les droitiers » (en fait, il les a assassinés), et d'avoir ainsi frayé la voie à l'équipe dont Khrouchtchev devint la plus prolixe expression.

Au sujet de ce côté « positif » par excellence, Staline est crédité de « travaux théoriques » comme *Les bases du léninisme* et *Les questions du léninisme*. Ici, une question se pose : si vraiment ces « travaux » (ce sont des recueils de discours et de rapports) ont vraiment une valeur théoricienne, comment se fait-il qu'ils ne soient pas réimprimés depuis la mort de leur auteur, depuis 1953, qu'ils ne soient plus jamais cités, alors qu'ils furent d'ingurgitation forcée pendant un quart de siècle, alors qu'on était tenu de s'y référer à tout propos et hors de propos jusqu'à la mort de Staline? Pourquoi la publication des *Œuvres* de ce grand théoricien a-t-elle été interrompue au tome XIII, qui s'arrête à janvier 1934? Comment ces millions d'opuscules, ces millions de volumes ont-ils disparu de la circulation, pourquoi sont-ils devenus introuvables en librairie, comme le *Précis* d'histoire du Parti et tant d'autres textes réputés sacrosaints?

⁂

Il est clair que les porte-plume anonymes de Khrouchtchev et Cie ne pensent pas un mot de ce qu'ils écrivent et que la mention des « travaux théoriques » si ostensiblement méprisés en pratique n'intervient (d'ailleurs, en six lignes) que pour combler une lacune : le Parti n'ose pas paraître avoir pu se passer de guide doctrinal entre Lénine et Khrouchtchev, il lui faut un maillon dans la chaîne qui transmet la révélation communiste aux générations futures. Il ne s'agit plus de lire Staline, il suffit d'inscrire deux titres de ses écrits pour boucher un trou. Après quoi, on peut en venir aux affaires sérieuses.

Elles consistent à exposer que le Parti, son Comité central, ont « réalisé le plan léniniste de construction du socialisme », certes en ayant Staline à leur tête et comme porte-parole, mais sans oublier « le travail héroïque du peuple soviétique » sous la direction du Parti. Quand l'Allemagne hitlérienne, dont le pacte avec l'Union soviétique est passé sous silence, attaqua son alliée, Staline devint le chef de la défense et des forces armées, il mobilisa le pays, mais « en même temps commit de sérieuses fautes » qui eurent de « lourdes conséquences » militaro-stratégiques et autres. (Les détails manquent, mais on en trouve dans le discours secret.) Enfin, après la victoire sur Hitler, « les mérites indiscutables de J.V. Staline dans le maintien de la ligne léniniste et la victoire du socialisme en U.R.S.S. » sont compromis par le « côté négatif » de son activité, « les fautes grossières et les tares liées au culte de la personnalité ».

Tous les succès du Parti, du peuple soviétique, ont été inscrits à l'actif de Staline, toutes les réalisations attribuées au génie d'un seul homme, qui s'est mis à surestimer ses services, à se convaincre de son infaillibilité, à encourager l'exaltation de sa personne (en résumant, nous citons les termes textuels). Bref, « *les louanges démesurées lui ont tourné la tête* ». On a ici l'aveu, sous une forme atténuée qui se comprend dans la *Pravda*, mais l'aveu de la démence de Staline.

« *Lui ont tourné la tête* », c'est-à-dire lui ont fait perdre la tête, fait perdre la raison. D'aucuns, comme certains menchéviks qui jugent normale la conduite insensée de Staline, ergotent encore sur le vocabulaire, bien que la médecine elle-même hésite dans l'emploi des mots (folie, paranoïa, aliénation mentale, etc.), mais que le tyran, ivre de sa puissance, ait perdu la raison, c'est ce que reconnaît la *Pravda* en disant que « les louanges démesurées lui ont tourné la tête ». Ce que la *Pravda* ne dit pas, c'est que les « louanges démesurées », les dithyrambes les moins vraisemblables datent du 21 décembre 1929, jour du cinquantième anniversaire, et que tout cela était exigé, commandé, organisé par le

Les communistes et la révolution cubaine

La *Pravda* a publié le 4 décembre 1959, un article qui porte la signature de *A. Escalante,* secrétaire du Parti socialiste populaire (= communiste) de Cuba. Les articles des secrétaires des partis communistes étrangers, consacrés à la situation intérieure du pays de leurs auteurs, ne paraissent que rarement dans l'organe officiel du Parti communiste soviétique, et ce n'est jamais sans intention, surtout quand l'action du Parti communiste revêt une certaine importance dans le pays en question. L'article, envoyé sur demande par la direction du Parti communiste, est souvent modifié par la rédaction de la *Pravda* sur les indications du Bureau politique soviétique. La « ligne » qui s'y trouve tracée est donc deux fois officielle.

Voici donc comment les communistes de Cuba et de Moscou voient la situation cubaine :

1) Dès la première phrase de l'article, la place et le rôle historique de Castro sont ainsi définis : « *La révolution cubaine suit un processus profond, inhérent à toute révolution bourgeoise-démocratique dans les pays coloniaux, semi-coloniaux et dépendants. Les forces motrices de cette révolution sont la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale.* »

2) « *Le gouvernement, qui dirige la révolution, peut être caractérisé comme un gouvernement populaire, qui confirme de plus en plus son caractère révolutionnaire... La classe ouvrière* [lire : le Parti communiste] *ne dirige pas ce gouvernement, mais le prolétariat et la paysannerie apparaissent comme des forces décisives dans la lutte contre la tyrannie et exercent une grande influence sur le cours des événements. Fidel Castro, chef de la Révolution et premier ministre de Cuba, est sans aucun doute un patriote et un révolutionnaire national.* »

3) « *... L'impérialisme américain est l'ennemi numéro un de notre peuple... Cuba n'est pas et ne sera pas le Guatémala, pays martyr en* 1954 ! »

Traduit en termes clairs, cet article signifie que les communistes cubains ne doivent pas brusquer les choses ni chercher dans l'immédiat à passer de la « révolution bourgeoise-démocratique à la révolution prolétarienne-socialiste », passage que l'A B C du marxisme-léninisme enseigne comme inéluctable. Mais, d'autre part, l'article exprime avec netteté la satisfaction que le gouvernement de Fidel Castro, qui devient « de plus en plus révolutionnaire » donne aux communistes.

Les ambitions de Castro à l'échelle continentale

A la différence des révolutionnaires du Guatémala en 1953-1954, dont les ambitions ne dépassaient guère le cadre national, les objectifs politiques de Fidel Castro ont, dès le début, englobé toute l'Amérique latine. Les chefs du

---

bénéficiaire. La *Pravda* triche sur la chronologie et cherche à intervertir les rôles, elle prétend faire du détraqué la victime de ses flatteurs alors que le détraquement mental, compliqué de cruauté homicide, est à l'origine des flatteries de l'entourage, bientôt transposées et systématisées en panégyriques obsessionnels dans la population frappée de terreur.

Voulant porter une fois de plus le coup décisif au « côté négatif », la *Pravda* recourt au « Testament » de Lénine et cite les appréciations péjoratives visant Staline : *magister dixit* (mais pendant trente ans, toute allusion au dit « Testament » était condamnée comme imposture). Cependant, « le culte de la personnalité de Staline prit des formes de plus en plus monstrueuses » quelque temps après la mort de Lénine, donc dans les années 20 comme nous le remarquons ci-dessus, et « monstrueuses » (*ourodlivyié*) implique bien un sens pathologique. Les limitations à la démocratie soviétique (*sic*), dues aux circonstances, Staline en fit une « norme permanente », il viola le principe de la « direction collective », prit tout seul nombre de décisions importantes, causa de grands torts, de grands dommages à « l'édification du socialisme ».

Particulièrement nuisible s'avéra la trouvaille du grand théoricien Staline d'après laquelle « dans la mesure où grandissent les succès du socialisme, la lutte de classes devient de plus en plus aigüe ». Cette thèse, « alors que le socialisme était déjà vainqueur dans notre pays, servit de base à des répressions en masse » (ici les détails manquent également sur le nombre des victimes, dont on sait néanmoins qu'il se chiffre par millions). Il a fallu le culte de la personnalité pour que « la bande Béria puisse déployer son action criminelle, causant beaucoup de préjudice au peuple soviétique ». Or, d'autres textes communistes récents et non moins officiels accusent non seulement Béria, mais également Iagoda et Iéjov, des mêmes agissements criminels, et ce sont par conséquent toutes les autorités policières légales, aux ordres du Parti, de son Comité central, de son Politburo, de son Secrétariat, que l'on accuse à présent d'avoir torturé et supplicié pendant trente ans des millions d'innocents.

Tel est l'essentiel de cette étrange commémoration de Staline, le reste n'étant que répétition fastidieuse de la propagande courante. L'article du *Kommounist* ne diffère pas de la *Pravda,* les scribes des deux publications ayant peiné sur le même canevas pour ne pas avoir l'air de se copier les uns les autres, mais sans pouvoir éviter les mêmes clichés, les mêmes formules. Et les conclusions sont aussi les mêmes, à savoir que tout cela conduit immanquablement à la victoire finale du communisme. Pour l'heure, ce n'est pas ce qui ressort des nombreuses mesures d'ordre économique prises à Moscou par la « direction collective » pour accroître la production et qui, dans leur ensemble, vont dans le sens de l'intérêt personnel, du stimulant rémunérateur, de la propriété individuelle, comme sous le capitalisme prétendûment condamné par l'histoire.

B. Souvarine.

nouvel Etat cubain le confirment fréquemment, comme l'a fait récemment le président de la République, Dr. Osvaldo Dorticas, à un correspondant du journal yougoslave *Borba* : « *Nous croyons que la révolution cubaine est un exemple pour tous les peuples de l'Amérique latine et un nouveau stimulant dans le processus révolutionnaire déjà engagé...* »

Les dirigeants cubains ne se limitent d'ailleurs pas aux paroles; ils sont déjà souvent passés aux actes. Des éléments castristes furent mêlés à l'invasion avortée de Panama en avril 1959, bien que Fidel Castro ait déclaré ne pas avoir été au courant de cette entreprise. Les expéditions de juin 1959 contre le dictateur dominicain, le général Trujillo, ont été entièrement équipées, financées et dirigées par Cuba. L'organisation pan-américaine des Etats a établi qu'en juillet 1959, lors de la tentative d'invasion du Nicaragua, le lieutenant de Castro, Dr. Guevara, avait aidé les rebelles. Enfin, en décembre dernier, le gouvernement du Guatémala accusait le même Dr. Guevara (qui a eu autrefois une activité politique au Guatemala sous le régime pro-communiste de J. Arbenz) de travailler à l'organisation d'une rébellion.

Les communistes ne peuvent qu'applaudir et contribuer au succès de ces actions. Ils sont entièrement solidaires de toute la politique extérieure cubaine placée sous le signe du neutralisme positif, et hostile à la solidarité de deux continents américains. Blas Roca, secrétaire général du P.C. cubain, a écrit l'été dernier : « Le latino-américanisme, dont le contenu est la lutte pour la libération, est beaucoup plus fort et plus enraciné que le pan-américanisme, lequel n'est qu'un instrument aux mains des impérialistes pour l'immixtion dans les affaires intérieures de nos pays... » Les communistes apportent tout leur appui à Castro dans la mesure où celui-ci travaille à rompre la solidarité du monde américain et occidental, son dernier succès dans ce domaine étant le départ des syndicats cubains de la Confédération internationale des Syndicats libres (C.I.S.L.).

Le glissement vers « la gauche »

Les communistes ne manquent pas de raisons d'être satisfaits de la politique intérieure de Castro.

Premièrement, la révolution de Cuba, a déjà connu ses « épurations » qui ont frappé les éléments modérés dans les milieux politiques et militaires. Dans la première catégorie, se trouvent Manuel Urrutia, président de la République au lendemain de la victoire de Castro, et plusieurs ministres, dont quatre furent obligés de démissionner à la fin de novembre dernier. Dans le deuxième groupe figurent Diaz Lanz, ancien commandant en chef de l'aviation castriste, Hubert Matos, héros de la Révolution et ancien commandant en chef de la région de Camaguey et de nombreux autres. Les uns et les autres étaient inquiets de l'évolution des événements à Cuba et de l'influence grandissante des communistes. Leur élimination a été saluée avec enthousiasme par la presse communiste cubaine et aussi par les journaux soviétiques, notamment dans une série d'articles publiée en décembre 1959 dans les *Izvestia* sous le titre « *Cuba marche en avant* ».

Deuxièmement, dans le vrai cercle dirigeant de « la révolution cubaine », c'est-à-dire non dans le gouvernement ou dans la présidence de la République — simples rouages exécutifs — mais dans l'entourage direct de Castro, les éléments pro-communistes ont gagné sensiblement en importance. On y trouve :

Raoul Castro, frère cadet de Fidel, nommé ministre de la Défense nationale le 16 octobre dernier, très fortement orienté vers le communisme, de même que sa femme Vilma Espina de Castro, qui participait en novembre dernier au congrès des femmes latino-américaines dans le cadre de l'organisation satellite, la Fédération mondiale des femmes démocratiques. Elle prononça à ce congrès (qui eut lieu à Santiago du Chili) un discours où elle affirmait que « *les femmes sont opprimées aux Etats-Unis d'Amérique, alors qu'en Russie soviétique le rôle de femme est apprécié à sa juste valeur* ».

Ernesto Guevara, fils d'une militante communiste argentine, docteur en médecine de l'Université de Buenos-Aires, qui s'engagea dans l'action politique sous le régime pro-communiste de J. Arbenz au Guatémala. Après la chute d'Arbenz, il tenta d'organiser la guérilla au Guatémala, s'enfuit ensuite au Mexique avant de rallier Fidel Castro. Sa déclaration au sujet de la révolution hongroise situe fidèlement son attitude politique : « Cette révolution fut fomentée contre la démocratie populaire par les fascistes et les impérialistes. » Sa femme a assisté également au congrès pro-communiste de Santiago du Chili. Lui-même a été promu le 26 novembre président de la Banque nationale tout en conservant ses fonctions de chef de la planification industrielle dans le cadre de l'Institut national de la réforme agraire (I.N.R.A.), ce double titre lui confiant un rôle prépondérant dans la direction de l'économie nationale cubaine.

Antonio Nunez Jimenez, président de cet Institut de la Réforme agraire, connu par son livre « *Géographie de Cuba* », écrit selon le schéma simpliste du marxisme-léninisme, livre officiellement introduit dans l'enseignement cubain.

Osmani Cienfugos (frère du Camilo, commandant en chef de l'armée cubaine, disparu en avion) qui vient d'être nommé ministre des Travaux publics.

Celia Sanchez, femme qui se trouvait à côté de Fidel Castro à l'époque des guérillas et qui reste sa confidente encore aujourd'hui. Elle a aussi assisté au congrès pro-communiste de Santiago du Chili, en compagnie de deux autres femmes dont les maris sont connus : celle de J. Arbenz et celle de Pedro Albizu Campos, Porto-Ricain qui participa à l'attentat contre le président Truman, en 1950, et qui purge encore sa peine.

Tous ces personnages participent à des activités plus ou moins communistes ou pro-communistes, mais tous en même temps nient leur adhésion au communisme, à commencer par Raoul Castro qui déclara au tribunal qui jugeait son ancien compagnon Matos : « Je ne suis pas communiste, mais je ne voudrais pas me prêter à la sale besogne de l'anticommunisme... Le major Matos avait soulevé le fantôme du communisme pour diviser le peuple cubain... »

Cette déclaration nous amène au troisième sujet de satisfaction des communistes : tout anti-communisme est assimilé à la contre-révolution, à la trahison et à la division du peuple, et puni en conséquence. C'est une situation idéale pour les communistes qui essayent — et réussissent souvent, sinon toujours — à clouer au pilori comme traîtres des hommes qui ne se dressent nullement contre Fidel Castro, mais s'inquiètent de l'influence communiste. A l'heure actuelle, il est permis d'être communiste, mais il ne l'est pas d'être anticommuniste; les communistes sont considérés comme partie intégrante de la « révolution » et ceux qui les combattent sont des victimes désignées pour l'« épuration ».

Le P.C. et les écrivains polonais

Le Congrès de l'Association des Ecrivains polonais, qui vient de se tenir à Varsovie du 3 au 5 décembre 1959, est sans nul doute une revanche du parti sur celui de 1956 organisé au lendemain de « l'Octobre ». Dans l'atmosphère enfiévrée d'alors, les gens de lettres flétrirent les turpitudes de la politique stalinienne, dénoncèrent le réalisme socialiste et toutes les entraves, dont ils avaient pâti sept années durant, et se prononcèrent pour la liberté de la création artistique. Les hommes compromis pendant « l'ère stalinienne », coupables du déclin de la littérature, tel Léon Kruczkowski furent éliminés des organismes directeurs. L'association se donna une nouvelle direction, animée d'un esprit libéral et désigna comme président un écrivain émérite et courageux, Antoine Slonimski. Ce fut le commencement d'un renouveau dans la vie littéraire et intellectuelle de la Pologne.

Au cours des trois années qui se sont écoulées depuis, les écrivains demeurés fidèles à la nouvelle ligne de l'association n'ont pas eu la vie facile.

Les changements accomplis dans les domaines politique et économique en 1958, et en particulier en 1959, qui marquèrent un fâcheux revirement du parti et du gouvernement, n'ont pas manqué d'affecter la vie culturelle du pays. Des attaques, déclenchées avec une virulence accrue par des hebdomadaires contre la direction de l'association, n'épargnèrent plus son président. Or, aux yeux des hommes de lettres acquis au renouveau, A. Slonimski représentait le dernier rempart de la liberté. Ces attaques s'accompagnèrent bientôt de multiples chicanes à l'égard des écrivains récalcitrants à la ligne du parti.

Le pain ou la liberté ?

Le parti et le gouvernement mirent progressivement à profit les nombreux moyens dont ils disposaient — monopole d'édition, censure, réduction de crédits — pour contraindre à l'obéissance les travailleurs de la plume. Nombreux furent ceux qui en pâtirent. Certains étaient prêts à faire des concessions à l'Etat-patron, à la fois commanditaire, éditeur et diffuseur des écrits littéraires.

Certes, les choses n'allèrent pas sans sursauts ni opposition, ainsi qu'en témoigne le Congrès de l'association tenu à Wroclaw en 1958, où des critiques virulentes se firent entendre à l'adresse du parti et du gouvernement.

L'association, réduite petit à petit à l'impuissance, ses membres pouvaient se demander : « A quoi bon la liberté sans le pain? » Les préoccupation matérielles l'emportant sur toutes les autres, les écrivains cédaient sur les questions de principe et de conscience.

C'est dans ces conditions que furent désignés, en novembre 1959, les délégués qui devaient représenter, aux récentes assises de Varsovie, un millier d'hommes de lettres.

Le Xe Congrès de l'Association des Ecrivains polonais

Ce n'est certes pas par hasard que le principal exposé fut présenté à ce congrès par Stéphane Zolkiewski, membre du Comité central du P.O.P.U. et, en la circonstance, son porte-parole. Sans doute, fut-il imposé à l'association par le parti. Professeur de lettres à l'université de Wroclaw, cet ancien ministre de l'Enseignement supérieur, récemment relevé de ce poste, veut, depuis un certain temps, s'affirmer comme le théoricien « de la culture et des arts ».

Dans son exposé-fleuve, un pénible mélange de contre-vérités et de polémiques déplacées, de considérations pseudo-philosophiques et de jugements péremptoires, Zolkiewski a sciemment confondu les tâches d'un gouvernement, d'un parti, de politiciens et d'artistes.

Quel contraste avec les interventions entendues aux cours des trois dernières années!

Pour accentuer son opposition au courant libéral en littérature, Zolkiewski s'attacha à réhabiliter le réalisme socialiste qu'il qualifia de « méthode de création ». Il a élargi d'ailleurs à son gré ce terme, englobant sous la même enseigne les auteurs de pays différents, tels que Gorki, A. Tolstoï, Maiakowsky, Brecht et Aragon. Puis, contre toute vérité, il affirma que cette « méthode » permit aux écrivains polonais — « qui n'étaient pas, comme le disent certains, des victimes impuissantes d'une pression » — d'exprimer un « état déterminé d'expériences et de chercher les solutions les meilleures aux problèmes d'actualité ».

A ses yeux, depuis trois ans, ils se sont rendus coupables de graves défaillances : « Après 1956, nos écrivains ont cessé d'apercevoir les problèmes liés à la lutte contre le cléricalisme et contre les survivances de la pensée mythique de la collectivité nationale dans la mesure où ils auraient dû le faire du point de vue de la bataille pour le progrès de notre pays. »

Il leur reprocha également « d'avoir perdu, en 1956 et 1957, les critères nécessaires non seulement en littérature mais aussi dans la vie, comme s'ils avaient oublié qu'existaient la lutte de classes et des survivants des classes exploiteuses vaincues ».

Pourtant, il dut reconnaître que la vie littéraire des trois dernières années, « enrichie d'écrits de voyages et de mœurs, de souvenirs de guerre et de résistance, d'études de psychologie et d'histoire », est devenue « plus diversifiée ». Mais il n'en tira pas la conclusion qui s'imposait.

Passons sur sa controverse malhabile avec le philosophe L. Kolakowski et sur sa fastidieuse dissertation sur la conscience, laquelle frappe par son mauvais goût (1).

Zolkiewski reprit, à l'usage des hommes de lettres, l'ancien refrain sur le « rôle dirigeant du parti dans le domaine culturel » :

« Ses idéaux socialistes et sa conception scientifique du monde (du parti) doivent inspirer le contenu spirituel et social de la création littéraire et artistique. Sa politique (du parti) doit permettre de mettre à la portée des masses les biens culturels qui aident à approfondir leur conscience socialiste et à élargir leurs horizons culturels, à surmonter l'obscurantisme, les superstitions ainsi que l'héritage bourgeois et clérical. »

Enfin, il lança un véritable ultimatum aux écrivains :

(1) Dans sa dissertation sur la conscience, au cours de laquelle il cita à souhait l'auteur anglais Kettle, Zolkiewski, pour illustrer son argumentation, raconte comment un ami, bouleversé par les événements de Hongrie, vint lui déclarer que « sa conscience ne lui permettait pas de rester plus longtemps au Parti communiste ». Lui-même, aussi ému (dit-il), répondit que « sa conscience à lui ne lui permettait pas de quitter le P.C. ».

« Nous soutenons avant tout et jugeons digne d'une vaste diffusion une littérature réaliste dans sa forme, socialiste dans son expression idéologique et dans son attitude à l'égard de l'homme et du monde. Nous soutenons également une création littéraire progressiste qui élargit les horizons de la pensée humaine, qui forme l'aspect moral de l'individu et son sens du beau. » (2)

L'exposé de Zolkiewski n'a suscité qu'une faible discussion au congrès. Cela ne veut pas pour autant dire que la majorité des délégués aient été d'accord avec lui. Certains d'entre eux eurent le courage de s'opposer aux idées, érigées en principes par le rapporteur. Un d'eux, bien que membre du parti, prit une position intermédiaire entre la rigidité préconisée dans l'exposé et les libertés pratiquées par l'association depuis 1956, réclamant notamment que toutes les décisions et opinions intéressant les écrivains et leurs ouvrages soient rendues publiques (3).

La nouvelle direction de l'association

Intransigeant, Antoine Slonimski se démit de sa fonction de président afin d'éviter d'éventuelles frictions et de ne pas gêner l'activité de l'association. Il a été remplacé à ce poste par J. Iwaszkiewicz, un remarquable écrivain, mais un homme suffisamment acquis au parti, dont il n'est pas membre, pour se plier à ses exigences.

La nouvelle direction, composée de quatorze personnes, représente différents courants littéraires et idéologiques. Aux côtés de Slonimski, qui reste malgré tout à la direction, se trouvent des écrivains connus et appréciés : Maria Dabrowska, Anna Kowalska, Georges Zawieyski et Paul Jasienica.

Parmi les communistes les plus actifs qui sont entrés à la direction, il y a : L. Kruczkowski, G. Putrament et S. Zolkiewski.

Bien que les membres du parti ne soient pas majoritaires au sein de l'organisme directeur, ils constituent néanmoins une équipe assez forte pour le noyauter. Ainsi, Léon Kruczkowski, chef de la Section de Culture du Comité central du P.O.P.U., déboulonné il y a trois ans, voudra sans doute prendre sa revanche.

Si l'évolution de la politique polonaise se poursuit dans cette voie, on peut craindre que la direction actuelle de l'association, représentant plusieurs courants, ne soit que transitoire et qu'une complète mise au pas ne soit prochaine.

Pourquoi cette mise en sourdine ?

Malgré le raidissement actuel du parti, et en dépit de l'arrogance de certains de ses « activistes culturels », les pouvoirs publics polonais semblent vouloir composer avec le monde des lettres. Moins sans doute par l'estime qu'ils lui portent qu'en raison à la fois de la politique intérieure et de la nouvelle conjoncture internationale.

Il est très curieux d'observer que les débats du récent Congrès de Varsovie aient été entourés d'une excessive discrétion de la presse. Seul l'exposé de Zolkiewski connut la publicité. Aucun compte rendu détaillé n'a été publié par les journaux littéraires. Un article d'ensemble, relativement succinct, parut dans *Polityka* (4). Le principal hebdomadaire littéraire, *Nowa Kultura*, a attendu trois semaines pour porter à la connaissance de ses lecteurs les débats de ces importantes assises. Encore n'a-t-il pas cru utile d'en donner un aperçu précis, se limitant à un bref article explicatif (5). Article qui, en effet, explique beaucoup de choses, notamment :

— qu'au Congrès de Varsovie de 1956 et à celui de Wroclaw de 1958, « les problèmes politiques se manifestèrent avec toute leur acuité » ;

— que le Congrès de Wroclaw « s'est transformé en une tribune où des déclarations politiques prirent une résonance très défavorable au développement de la littérature socialiste. L'absence d'un objet déterminé de la discussion (...) fit qu'elle prit la délicate voie des prétentions à l'adresse du parti, du gouvernement, de la censure et des maisons d'édition. *Cette discussion fut exploitée par des centres de la propagande antisocialiste, par la presse et par la radio étrangère* ».

Ainsi la censure a-t-elle parfaitement compris les consignes données : que le parti et le gouvernement voulaient éviter de donner de la publicité au récent congrès des écrivains, publicité qui, à leur avis, aurait pu nuire aux relations culturelles de la Pologne avec des pays étrangers.

LUCIENNE REY.

(2) Exposé de Zolkiewski, intitulé : *L'écrivain et la collectivité nationale*, dans l'hebdomadaire *Nowa Kultura* du 6 et du 20/27 décembre 1959.

(3) Thadée Holuj, *Une voix lors de la discussion au Congrès de l'A.E.P.*, dans *Nowa Kultura* du 13 décembre 1959.

(4) *Polityka* du 13 décembre 1959, *Le X° Congrès des Ecrivains*, par K. Kozniewski.

(5) *Nowa Kultura* du 20/27 décembre 1959, *Après le Congrès de l'Association des Ecrivains*, article signé R.D.C.

LES EFFECTIFS DU P.C.F. EN 1959

A l'assemblée des secrétaires fédéraux du Parti communiste français, qui s'est tenue à Ivry, le 22 novembre, Marcel Servin, secrétaire à l'organisation, a donné ces quelques précisions (si l'on peut dire) sur les effectifs du parti :

« *L'année 1959 a vu, avec les chiffres contrôlés par les fédérations, une très légère progression de nos effectifs. Il ne faut pas mésestimer ce résultat, si l'on se souvient des conditions politiques difficiles que connaissait notre pays pendant les premiers mois de cette année. Plus même, il faut indiquer que, mis à part la pointe de 1956, c'est la première fois depuis de nombreuses années que l'on arrête la tendance au tassement des effectifs.* » (*Les Cahiers du Communisme*, décembre 1959, p. 1260.)

Au congrès de juin 1959, M. Servin, à son accoutumée, n'avait donné que le nombre des cartes *délivrées* par la trésorerie. Maintenant qu'il dispose des « chiffres contrôlés par les fédérations », c'est-à-dire, semble-t-il, du nombre des cartes effectivement placées, donc des adhérents réels, il se garde bien de fournir des précisions numériques.

Il est important toutefois qu'il ait confirmé ce que nous avons ici démontré à plusieurs reprises : les effectifs du P.C.F. ne cessent de s'amoindrir, et cela depuis 1947. A deux reprises, en 1956 et en 1959, les résultats ont été un peu meilleurs qu'au cours de l'année immédiatement antérieure. Mais le léger redressement de 1956 n'a pas duré. Les effectifs de 1959, s'ils sont supérieurs « très légèrement » à ceux de 1958, ne le sont certainement pas à ceux de 1956. Et il est à prévoir que le palier de 1959 ne constitue lui-même qu'un court répit dans un déclin auquel on ne voit pas que les communistes puissent remédier d'ici longtemps, du fait des difficultés sans cesse accrues qu'ils rencontrent à recruter dans les jeunes générations.

Renforcement du despotisme en Roumanie

PARMI les républiques populaires, la Roumanie occupe une place spéciale. Elle est, en effet, isolée du monde par une sorte de deuxième rideau de fer. Ses voisines, la Pologne et la Tchécoslovaquie surtout, mais aussi la Hongrie, malgré les événements de 1956, maintiennent, dans le style communiste, le contact avec les pays de l'Ouest. La Roumanie, en revanche, semble complètement coupée de l'Occident. A l'exception d'un nombre restreint de parlementaires et d'hommes d'affaires, politiquement ou économiquement intéressants, les étrangers autorisés à pénétrer dans ce pays sont extrêmement rares. Il est actuellement plus facile de visiter le Népal que de se rendre à Bucarest. Et si les gouvernements des autres républiques populaires cherchent à donner un certain développement au tourisme international, la Roumanie se tient à l'écart de ce mouvement. Il est possible parfois d'obtenir un visa pour traverser ce pays, mais à condition d'effectuer le voyage par le train ou en avion. Pour les automobilistes, autorisés à pénétrer en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie et en U.R.S.S., les frontières roumaines restent hermétiquement fermées.

La lecture de la presse de Bucarest renforce cette impression d'isolement. Cette presse est remplie de comptes rendus des réalisations du programme de production par les petits ateliers de province et de critiques sur l'insuffisance des autres. L'officiel du comité central du P.C. roumain, *La Scanteia*, ne semble plus servir que pour inscrire au tableau d'honneur les bons ouvriers et à dénoncer publiquement les mauvais éléments. Le rôle des hebdomadaires littéraires et scientifiques n'est pas différent. Eux aussi se contentent de donner des notes de bonne ou de mauvaise conduite aux écrivains ou aux hommes de science. La presse est ainsi devenue un auxiliaire de la police. Quant aux directives à respecter par les Roumains dans leur travail quotidien, elles leur sont données par des publications soviétiques. Les journaux roumains se contentent, à ce sujet, de reproduire les articles parus en U.R.S.S. D'autre part, les journaux de Bucarest ne mentionnent plus qu'à l'occasion d'événements exceptionnels les noms des principaux dirigeants du pays. Si l'on fait abstraction des informations d'ordre économique, concernant la production, les affaires intérieures semblent inexistantes. En revanche, Nikita Khrouchtchev et l'Union soviétique ont droit au moins à un article quotidien. Et il a fallu la visite du chef du gouvernement de l'U.R.S.S. à Bucarest pour que le nom de son collègue roumain, Gheorghiu-Dej, réapparaisse dans les colonnes de la *Scanteia*.

En fait, la Roumanie est comme une région de l'U.R.S.S. dont l'accès serait pratiquement interdit aux étrangers, sa capitale politique et intellectuelle se trouve à Moscou, tandis que le gouvernement de Bucarest ne paraît avoir à remplir que des tâches subalternes.

Quels peuvent être les motifs de l'isolement et du traitement spécial infligés à ce pays ? Comme fait récent, il faut en premier lieu mentionner l'annonce de l'évacuation de la Roumanie par les troupes soviétiques. Il est impossible de vérifier si cette évacuation, décidée en 1958, a vraiment été effectuée. Cependant, les unités de l'armée rouge ont disparu de la région de Bucarest. Les dirigeants de l'U.R.S.S. ont-ils décidé de procéder à une expérience ? Le retrait de leurs troupes, au moins d'une partie importante du territoire roumain, pourrait avoir pour but de leur permettre d'étudier le comportement de la population après le départ des forces d'occupation. De toute évidence, une telle expérience ne peut pas se dérouler en présence d'observateurs étrangers. Pour l'effectuer, il faut maintenir la Roumanie dans un isolement presque total. D'autre part, il est apparu probablement nécessaire d'accompagner cette évacuation d'un renforcement du contrôle policier et de mesures préventives de sécurité. Les nombreux chantiers de travail volontaire pour la jeunesse, ouverts en 1958 et en 1959, constituent vraisemblablement des centres d'isolement destinés à mettre « sous observation » les éléments les plus turbulents de la population. La révolution hongroise a été, elle aussi, déclenchée par les étudiants des universités de Budapest. Les ouvriers magyars ne sont entrés dans la lutte qu'à la suite du signal donné par la jeunesse estudiantine. Or, en Roumanie, pays agricole dont plus de 60 % de la population se compose de cultivateurs, les Facultés sont traditionnellement les « milieux de culture » pour l'agitation politique. La révolution de Budapest et son écrasement ont d'ailleurs suscité des mouvements de protestations assez violents dans les universités roumaines pour obliger le gouvernement de Bucarest à prendre des mesures dont l'efficacité a été, à l'époque, donnée en exemple par Khrouchtchev lui-même dans un discours prononcé devant les étudiants de Moscou.

Mais si la situation spéciale de la république populaire roumaine peut s'expliquer en partie par la nécessité d'exercer sur ce pays un contrôle constant à la suite de l'évacuation totale ou partielle de son territoire par les forces soviétiques, quel peut être le motif du renforcement des mesures de précaution signalé récemment ? En effet, si les nouvelles de Roumanie sont rares et fragmentaires, elles concordent, en revanche, sur un point : le régime de ce pays, déjà sévère, s'est encore considérablement durci au cours des derniers mois. A ce sujet, il n'est possible de formuler que des hypothèses dont la plus vraisemblable est la suivante : les dirigeants soviétiques veulent, à tout prix, éviter que leur offensive de détente soit contrariée par des mouvements comme ceux qui se produisirent en 1956 et qui les empêchèrent de bénéficier des espoirs suscités en Occident par l'« esprit de Genève ». Cet esprit n'a pas survécu à la répression de Hongrie. Tirant objectivement les enseignements qui se dégagent de « l'octobre polonais » et de la révolution de Budapest, les dirigeants de l'U.R.S.S. ont probablement reconnu le péril qui consiste à conjuguer l'action diplomatique de détente et le « dégel » à l'intérieur de leur glacis. Par conséquent, ils ont, très vraisemblablement, décidé de réserver leurs sourires aux Occidentaux et de redoubler de vigilance dans les pays où des troubles éventuels pourraient se produire. La nouvelle vague de sévérité qui déferle sur la Roumanie semble confirmer cette hypothèse.

Sans doute pourrait-on invoquer aussi d'autres motifs pour expliquer la situation de ce pays. Sa récolte, à la suite des pluies exceptionnellement abondantes sur les régions des céréales, est particulièrement décevante. La pénurie des produits d'alimentation pourrait, elle aussi, inciter le gouvernement de Bucarest à adopter des mesures de précaution. Mais l'attitude soviétique envers leur satellite s'inspire-t-elle exclusivement de considérations « objectives » ? Les dirigeants de l'U.R.S.S. sont-ils vraiment des « froids calculateurs », adeptes de la prétendue « politique scientifique » ou se laissent-ils aussi influencer par leur sympathie ou par leur rancune personnelles ?

« La Roumanie sera punie », déclarait Staline au général de Gaulle, en décembre 1944. Il lui reprochait d'avoir pris une part plus importante dans la guerre contre l'U.R.S.S. que les autres pays associés à l'Allemagne. Or, les troupes roumaines ont surtout participé aux opérations d'Ukraine, front sur lequel Khrouchtchev exerçait des fonctions de super-politruk. Le traitement particulièrement sévère qu'il inflige actuellement à son satellite ne pourrait-il pas être inspiré aussi par les rancunes accumulées au cours de cette période ?

Le remaniement ministériel bulgare et les difficultés du «bond en avant»

A L'EXEMPLE de la Chine communiste et six mois à peine après avoir adopté le nouveau plan quinquennal, les dirigeants communistes bulgares avaient relevé les objectifs de production en octobre 1958. Les prévisions initiales pour l'augmentation du volume de la production industrielle de 1957 à 1962 furent portées de 60 % à plus de 100 %. En même temps, on décidait que cette même augmentation de 1957 devait être multipliée par trois ou par quatre d'ici 1965.

Ce fut à l'agriculture qu'on demanda les plus grandes prouesses. A l'origine, le troisième plan quinquennal prévoyait une augmentation de 35 %, soit en moyenne 6,3 % par an de la production agricole. Mais on a voulu rendre le « bond en avant » très spectaculaire dans l'agriculture et on a décrété que la production toujours en retard devrait doubler cette année par rapport à l'année dernière et tripler en 1960.

Il est évidemment prématuré d'affirmer que les nouveaux objectifs se sont avérés impossibles à atteindre. Mais des indications laissent déjà supposer que la première étape de ce programme ambitieux a été réellement très difficile surtout dans l'agriculture. La presse communiste bulgare, préparant des aveux ultérieurs, a mentionné à plusieurs reprises, les conditions atmosphériques défavorables; en outre, dans les éditoriaux, on parle de la production agricole plus élevée que dans le passé sans préciser le pourcentage de cette augmentation. Enfin, il est vraisemblable qu'il faille établir un rapport entre l'échec des rythmes très accélérés et le bouleversement effectué au début de décembre dans la direction du Parti et de l'Etat effectué.

Les 8 et 9 décembre, était convoquée à Sofia une séance plénière du Comité central du Parti communiste. Le directeur du Plan et les ministres des Finances, ont communiqué à ce Plenum les objectifs du plan pour 1960 et les chiffres du budget. La presse communiste bulgare, ne publie aucune donnée précise pour le moment, mais il semble bien que les objectifs prévus sont encore plus élevés que les précédents. Devant le même Plenum, Todor Jivkov, premier secrétaire du Parti, a fait un rapport « très détaillé » qui traitait de la situation internationale et de la réalisation du programme de développement économique accéléré. A l'instigation du Bureau politique, Jivkov aurait fait « *toute une série d'estimations et de conclusions qui ont été unanimement adoptées par les membres du Comité central* ». Ces conclusions restent secrètes. On est réduit à faire des suppositions en se fondant sur le communiqué publié le 11 décembre.

En premier lieu, on constate un profond remaniement des cadres et une réorganisation de l'appareil du Parti et de l'Etat, ce qui ne va pas sans un certain retour sur les réformes de janvier 1957, lorsque plusieurs ministères avaient été supprimés : ainsi, on rétablit les ministères du Commerce extérieur et intérieur qui, en 1957, étaient fondus en un seul.

Roussi Christozov, président de la Commission du Plan, prend le Ministère du Commerce intérieur. Le général Georges Koumbiliev, vice-président de l'Intérieur, s'est vu confier le Ministère du Commerce extérieur, nomination assez significative par elle-même. Rayko Damianov, jusqu'ici ministre du Commerce, est libéré de ses fonctions et ne sera plus dorénavant que vice-président du Conseil des ministres.

Auprès du Conseil des ministres sera créé un nouveau comité chargé des questions du progrès technique. Le président de ce comité sera Stoyan Karajov, un communiste relativement jeune. Le Comité d'architecture et d'urbanisme supprimé en janvier 1957 sera rétabli auprès du Conseil des ministres avec son ancien président Marine Grachenov. Tous ces changements seront confirmés par l'Assemblée nationale; ils concernent en tout vingt-deux dirigeants communistes. Certains d'entre eux, comme l'ancien ministre de l'Agriculture Stanko Todorov qui, actuellement occupe le poste de secrétaire du Comité central, font un grand pas en avant.

Todorov devient membre candidat du Bureau politique et vice-président du Conseil des ministres. C'est sûrement à lui qu'incombera la tâche d'assurer le progrès « impétueux » de la production agricole. Un autre « jeune », l'actuel ministre de l'Education nationale, âgé à peine de quarante-six ans, Jivko Jivkov, devient également vice-président du Conseil des ministres. Jivko Jivkov a parcouru assez vite la carrière des honneurs : il y a quelques mois, il était seulement vice-ministre des Affaires étrangères.

D'autres dirigeants sont contraints à une retraite honorable; ainsi Kimon Gueorguiev, l'ancien animateur du cercle Svéno, rallié depuis de longues années au communisme, sera vice-président du Conseil sans portefeuille. Il est relevé de son poste de président du Comité de la construction et de l'architecture où il avait été relégué après avoir été pendant de longues années ministre de l'Electrification.

Si l'on juge d'après le bref communiqué du 11 décembre, les changements décidés ont pour but de renouveler dans une certaine mesure la direction centrale et de lui assurer des cadres plus jeunes et plus énergiques. A quelques exceptions près, les nouveaux dirigeants sont des responsables du Parti sur le plan départemental et des députés de l'Assemblée communiste.

En annonçant l'ambitieux programme du développement économique accéléré, Todor Jivkov avait laissé entendre que certains membres du Comité central ne croyaient pas à la possibilité de réaliser les nouveaux plans et avaient montré un certain scepticisme en ce qui concerne les possibilités cachées de l'agriculture.

L'actuel remaniement constitue selon toute vraisemblance une sorte de concentration des forces et prépare un nouvel assaut. Mais il y a de fortes chances pour que certains des nouveaux promus fassent les frais d'un programme par trop ambitieux et qu'ils n'aient été mis au premier plan par les anciens que pour cette raison-là.

APRÈS AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI

Le VIIe Congrès du Parti Socialiste Unifié des Travailleurs de Hongrie

On n'avait pas à attendre de surprise ni de révélations sensationnelles du congrès du Parti socialiste unifié des travailleurs de Hongrie qui s'est tenu du 30 novembre au 5 décembre 1959 à Budapest, bien qu'il fut le premier congrès des communistes hongrois depuis l'insurrection populaire d'octobre et novembre 1956, et bien que N. Khrouchtchev fût venu en personne à ce congrès à la tête de la délégation soviétique pour bien souligner l'appui que les communistes du monde entier apportent à leurs camarades de Hongrie. Certains attendaient du premier secrétaire du Parti communiste de l'U.R.S.S. des déclarations spectaculaires, rien moins que l'annonce du retrait des troupes soviétiques de Hongrie. Le bruit s'en était répandu à ce point que Janos Kadar a senti la nécessité de le démentir, et d'éteindre l'espérance qu'il avait pu faire naître au cœur des Hongrois. Une telle attente reposait sur une méconnaissance profonde des méthodes communistes. Il leur arrive de faire ainsi des gestes qui ont l'air de concessions spectaculaires. Quand on y regarde de près, on s'aperçoit que les prétendues concessions ne sont jamais que le déguisement à des fins de propagande de décisions qui sont prises pour de tout autres raisons et dans un autre but. Si les troupes soviétiques étaient retirées de Hongrie, ce retrait serait assurément présenté comme la preuve d'une volonté d'apaisement, une sorte de désarmement unilatéral partiel : en vérité, ce serait parce que la présence d'unités soviétiques en Hongrie ne serait plus nécessaire ni pour le maintien de l'ordre à Budapest, ni pour l'équilibre du dispositif stratégique de l'U.R.S.S.

Ce n'est pas encore pour demain.

La grande peur des bolcheviks

Un souvenir domina le congrès : celui de la grande terreur qu'éprouvèrent les communistes hongrois, et, à un degré à peine moindre, ceux du monde entier quand le Parti communiste hongrois s'effondra d'un seul coup sous la poussée du soulèvement populaire. Il n'est pas un orateur qui n'ait fait allusion à ces journées historiques et Khrouchtchev, qui en a lui-même traité longuement devant le congrès, a souligné que « les leçons du soulèvement contre-révolutionnaire en Hongrie n'avaient pas qu'une portée locale ». « *Les autres partis communistes et ouvriers ne peuvent pas ne pas en tenir compte.* »

Il en a si bien tenu compte pour sa part qu'il s'est livré, sans le dire, à une sorte d'autocritique.

Au XXe Congrès du P.C. soviétique — ce congrès qui fut la cause initiale de tous les remous qui secouèrent le mouvement communiste international en 1956 et en 1957 — Khrouchtchev, en condamnant le « culte de la personnalité », avait critiqué la thèse « erronée » de Staline, selon laquelle, loin de s'apaiser, la lutte des classes irait s'exaspérant à mesure que s'accroîtraient les succès dans la construction du socialisme. Khrouchtchev a, bien entendu, maintenu sa critique, mais il l'a considérablement atténuée. Elle n'impliquait nullement, a-t-il dit, que la lutte des classes disparaîtrait purement et simplement pendant l'édification du socialisme. Elle subit des fluctuations et si à certains moments elle s'atténue, à d'autres elle s'exaspère. Les ennemis du socialisme ne désarment pas. Il faut donc toujours veiller, et détruire en profondeur tout espoir que l'ennemi pourrait nourrir.

Voilà qui n'est plus très loin de la thèse « erronée » de Staline.

⁂

Les débats du congrès n'ont apporté, semble-t-il, aucune révélation sur les événements de 1956, sinon que Kadar, lorsqu'il disparut de Budapest, le 2 novembre, trouva refuge en territoire soviétique et que c'est là qu'il forma son gouvernement, de là qu'il prononça l'allocution dans laquelle il annonçait qu'il avait fait appel aux troupes soviétiques.

L'explication donnée de la crise est celle qui a cours depuis 1957. Les causes en sont dans l'ordre : les « fautes » commises par Rakosi et son groupe, lesquelles ont joué un « rôle important », la « trahison d'Imre Nagy et de son groupe » qui fournirent un masque de légalité au rassemblement des forces camouflées de la contre-révolution, la volonté des propriétaires fonciers et des capitalistes de rétablir l'ancien régime, par-dessus tout l'intervention de l'impérialisme, force principale de la contre-révolution, en premier lieu les milieux réactionnaires des Etats-Unis.

Rien de nouveau, dans cette analyse, et l'on ne citera que pour ce qu'elle a de cocasse cette démonstration du caractère « contre-révolutionnaire bourgeois » de l'insurrection populaire de 1956 :

« *Le soulèvement qui s'était attaqué au pouvoir de la classe ouvrière, à l'Etat populaire et aux conquêtes socialistes du peuple hongrois fut pour cette raison même de caractère contre-révolutionnaire bourgeois.* »

Maintien de l'appareil de répression

Le plus notable, dans ce congrès, fut sans doute l'affirmation que l'on ne laisserait pas s'affaiblir l'appareil de répression.

Les troupes soviétiques ? Elles resteront en Hongrie. Kadar n'a pas laissé place au moindre doute sur ce point :

« *D'autres réactionnaires mettent leur espoir dans le fait que « les troupes soviétiques quitteront la Hongrie ». Les troupes soviétiques sont en Hongrie non pour des raisons de politique intérieure, mais exclusivement en conséquence de problèmes internationaux qui ne sont pas encore réglés. Nous préconisons le retrait de toutes les troupes étrangères stationnées en dehors de leur pays. Mais on entend toujours des menaces ouvertes contre les pays démocratiques. Nous le répétons donc encore une fois : les troupes soviétiques resteront en Hongrie aussi longtemps que la situation internationale le rendra nécessaire. En ce qui concerne les fantaisies concernant « ce qui arrivera quand les troupes soviétiques auront quitté la Hongrie », nous pouvons assurer tout le monde que cela non plus n'apportera pas le salut aux réaction-*

naires. Les fidèles de la démocratie ont payé un haut prix pour apprendre à défendre leur régime, et si la réaction veut se battre encore une fois, nous montrerons la force avec laquelle nous vaincrons les contre-révolutionnaires. »

La « milice ouvrière » constituée au cours de la répression, elle aussi, subsistera. Kadar en a prononcé l'éloge et le ministre de l'Intérieur, Béla Biszku, a fait l'apologie de la répression :

« *La victoire sur la contre-révolution et les forces de sédition a renforcé d'une manière importante la dictature du prolétariat et son Etat. Nos forces armées, aguerries par la lutte armée contre les rebelles, sont arrivées renforcées à ce VIIe Congrès... Nous ne faisons pas une politique de haine. Tout le monde a la possibilité de s'intégrer à notre régime. Mais si quelqu'un prend position contre notre république, nous le punissons. Nous désirons la coexistence, mais aussi longtemps que les milieux importants qui suivent encore la politique de la guerre froide continuent à s'immiscer dans nos affaires intérieures, nous devons rester vigilants. Des réseaux d'espionnage continuent à travailler d'Allemagne occidentale, d'Autriche et des Etats-Unis contre notre pays. Le Congrès américain est d'accord pour donner* 125 *millions de dollars chaque année pour les buts de la guerre froide. Nos gardes-frontières ont arrêté des personnes ayant sur eux des instruments spéciaux d'espionnage.*

« *Nous avons renforcé l'influence du Parti au sein des troupes de sécurité en province, car nous ne permettrons jamais que reviennent les jours sombres de* 1956. *Notre victoire ne nous permet pas de relâcher le renforcement de notre sécurité intérieure ou de liquider ces services. Les révisionnistes ont proclamé ces idées et prétendu que le passage du capitalisme au socialisme devrait se faire avec douceur. Nous avons appris que ces principes ne servaient que la restauration d'un Etat bourgeois et la liquidation de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi nous devons continuer à renforcer tous les organes qui ont pour tâche de contenir, de surveiller l'ennemi intérieur, et de défendre notre société. La milice ouvrière représente, aux côtés de notre force armée, le peuple tout entier en armes. Nous devons être un fusil armé aux mains de la classe ouvrière, au service de la construction socialiste.* »

La « détente » n'est pas, on le voit, pour demain dans la République populaire de Hongrie.

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8°).

Vers un renforcement de la collectivisation agraire

Kadar et ses collègues ont profité du congrès pour définir à nouveau la « ligne » de l'action du Parti et du gouvernement. Leurs affirmations les plus importantes ont touché la politique agricole.

On a pratiqué, ces dernières années, une politique plus libérale à l'égard de la paysannerie. A l'instar de ce qu'on faisait en U.R.S.S., on a remplacé, fin 1957, le système des livraisons agricoles obligatoires par celui des achats par l'Etat à des prix intéressants pour les paysans. Mais les objectifs idéologiques n'en ont pas été abandonnés pour autant. Actuellement, 51 % des terres cultivées sont sous la dépendance de coopératives ou d'exploitations d'Etat. Il faut maintenant achever « la socialisation » de l'agriculture.

Celle-ci, a dit Kadar, revêt une importance capitale, car « *elle éliminera pour toujours les contradictions encore existantes et forgera l'unité inébranlable de l'Etat ouvrier-paysan* ».

« *La production retardataire des petits lopins de terre est nuisible à l'économie nationale. C'est le frein qui empêche toute évolution définitive. Dans les exploitations d'Etat (= sovkhozes), la récolte de blé est de* 13,4 *quintaux par arpent (=* 0,5 *hectare), dans les coopératives (= kolkhozes) de* 11 *quintaux et dans les petites propriétés individuelles, de* 8,6 *quintaux... Notre paysannerie sait qu'elle doit suivre l'exemple des pays qui ont déjà achevé la socialisation de l'agriculture, comme l'Union soviétique, la Chine, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et l'Albanie.*

« *Des idées rétrogrades vivent encore avec beaucoup de force dans la paysannerie. Un des traits de cette idéologie est un résidu capitaliste. Les paysans ne se rendent pas compte que le régime capitaliste n'est favorable qu'à un petit nombre et que si* 10 *paysans sont favorisés,* 90 *doivent servir chez les autres.* »

Kadar a ajouté que la situation permettait actuellement de développer la coopération, et que, dans les mois à venir, le secteur socialiste devait dominer l'agriculture.

Est-ce l'annonce de mesures nouvelles, ou simplement d'une mise en œuvre plus pressante des pratiques qui ont déjà cours ?

Le Parti

Rien n'est plus important dans un régime communiste que le Parti : c'est le détenteur de la souveraineté et l'organe du pouvoir. Aussi, après l'effondrement du Parti des travailleurs hongrois — dont la dissolution fut prononcée par Kadar lui-même le 1er novembre 1956 — le premier soin des communistes hongrois fut-il, tandis que les troupes soviétiques mataient la rébellion, de reconstituer un Parti, l'actuel Parti socialiste des travailleurs hongrois.

Au moment du congrès, celui-ci était constitué de la façon suivante :

482.456 membres et 35.000 candidats (les effectifs de l'ancien parti atteignaient le million).

60 % de ces adhérents sont des ouvriers, 14 % des paysans (parmi les candidats, les proportions sont un peu différentes : 56 % et 19 %).

Ces adhérents sont répartis en 16.805 cellules.

Quoi qu'en dise Kadar, le tirage des journaux du Parti semble relativement faible : le *Nepszabadsag*, organe central, tire à 620.000; les organes provinciaux du Parti ont un tirage global de

La réorganisation des forces militaires en Hongrie

APRÈS la répression du soulèvement de 1956, les forces d'intervention soviétiques avaient désarmé les unités hongroises. La troupe fut démobilisée ou « mise en congé », notamment les formations qui avaient pris part à l'insurrection. Ne restèrent en service que certains éléments de garde et les états-majors des régiments et unités supérieures. Les cadres permanents de ces unités et le personnel administratif furent maintenus, mais sous le contrôle très strict de l'armée soviétique. Les seules unités qui demeurèrent complètement constituées et en service furent celles qui appartenaient étroitement au système aérien et dont la disparition aurait créé un vide dans le réseau soviétique de surveillance aérienne. Il en fut de même des unités spéciales d'écoute radiophonique formant un régiment qui se trouvait déjà auparavant sous le contrôle direct des forces russes; de nouveaux officiers soviétiques y furent affectés avec le titre de « conseillers », en nombre nettement supérieur à celui des officiers hongrois.

Le contrôle soviétique fut aussi renforcé sur les formations frontalières, celles de la police auxiliaire et de la milice prolétarienne. Conformément à la convention militaire entre l'U.R.S.S. et la Hongrie, signée le 28 mai 1957, tous les postes essentiels de l'armée populaire hongroise furent doublés par des « conseillers militaires » russes, ou par des officiers hongrois dont toute la formation militaire et idéologique avait été faite dans les écoles soviétiques ou qui y avaient subi des stages de perfectionnement; ils furent tous rappelés en Hongrie après l'insurrection.

Les autorités supérieures de l'armée populaire hongroise sont groupées dans un « *Conseil (ou collège) militaire* », où figurent des représentants de l'Union soviétique, ces derniers ayant en fait la haute main sur l'ensemble des forces hongroises. De semblables « conseillers » étoffent tous les postes de commandement jusqu'aux bataillons. Leur autorité s'étend également aux officiers « politiques » et leurs pouvoirs en matière disciplinaire et juridique sont absolus. Ce système de commandement et de contrôle soviétiques prend appui sur la présence dans le pays de cinq divisions mécanisées de la « Garde » et d'unités spéciales placées sous le commandement d'un général d'armée russe. Les troupes soviétiques sont stationnées dans des casernes et des camps; elles demeurent constamment en situation d'alerte. Tout contact avec la troupe et la population hongroises est interdit aux soldats russes afin que l'on puisse avoir une entière confiance en eux dans l'éventualité d'une nouvelle intervention. Et il semble même qu'en vertu des clauses du Pacte de Varsovie, le haut commandement soviétique veuille interchanger les forces à l'intérieur du « groupe d'armées international ». Déjà, lors de l'insurrection, des forces tchécoslovaques et roumaines avaient été rapprochées des frontières hongroises. Maintenant, les unes et les autres des unités de cet immense commandement du glacis pourraient être stationnées dans un autre pays que le leur.

Au moment de l'insurrection, l'armée populaire hongroise se trouvait, comme les autres armées des pays satellites, dans une phase de réorganisation découlant également des clauses du Pacte de Varsovie de juillet 1955; celles-ci prévoyaient un réaménagement général des forces (pour satisfaire aux exigences d'une guerre atomique) qui devait être terminé dans l'été de 1957. Pour sa part, la Hongrie devait fournir une première tranche de deux divisions d'infanterie, composées d'éléments d'active, entièrement mécanisées et comprenant tous les organes nécessaires pour une guerre moderne sans toutefois atteindre, semble-t-il, au degré de modernisation des divisions soviétiques du « fer de lance ». Ces grandes unités devaient être stationnées en dehors du territoire hongrois et devaient normalement être destinées à l'appui immédiat du corps de bataille russe. En outre, les forces hongroises devaient comporter deux formations d'une armée aérienne, ainsi que les organismes de commandement, les états-majors et les services d'une armée terrestre. On peut donc déduire de cela que la Hongrie devait fournir au bloc communiste, en deux ou trois tranches successives, deux ou trois corps d'armée, qu'auraient probablement complétés des divisions blindées russes, car les Soviétiques n'envisagent pas volontiers d'équiper de telles divisions dans les pays satellites. Cet ensemble serait l'équivalent d'une armée, les deux formations aériennes servant à leur appui tactique.

Comme dans toutes les armées, la réorganisation des forces hongroises impliquait une réduction des effectifs. Une partie des anciennes divisions avait déjà été déclassée au rang de divisions de réserve. En revanche, les grandes unités conservées subissaient une réorganisation sérieuse avec l'apparition des premiers éléments de lutte atomique et de défense atomique, biologique et chimique, dont on trouve une formation de la valeur approximative d'un bataillon dans les divisions soviétiques. Les effectifs libé-

---

365.000. La revue idéologique *Tarsadalmi Szembe* paraît à 34.200 exemplaires. Au total, ce tirage est deux fois et demi le nombre des membres du Parti.

L'appareil du Parti a été allégé par rapport à ce qu'il était avant 1956, mais seulement de 40 % (alors que la diminution des effectifs doit atteindre entre 50 et 60 %).

La nouvelle fédération de la jeunesse, la KISZ (Kommunist Ifjusagi Szövetseg), constituée en 1957, comprend 380.000 membres (dont 35 % de jeunes filles) et compte 11.658 organisations de base.

Le Bureau politique est ainsi constitué :

Bureau politique

Antal Apro, Béla Bizku, Lajos Feher, Janos Kadar, Gyula Kalaï, Karoly Kiss, Gyorgy Marosan, Ferenc Münnich, Dezsö Nemes, Sando Ronaï, Miklos Sormogyi.

Suppléants : Sandor Gaspar, Zoltan Komocsin, Istvan Szirmaï.

Secrétariat

Janos Kadar, premier secrétaire, Jenö Fock, Lajos Feher, Karoly Kiss, Gyorgy Marosan et Istvan Szirmaï.

(Gyula Kalaï ne figure plus parmi les secrétaires du Parti; il a été nommé premier vice-président du gouvernement.)

rés ont été en général utilisés pour des travaux du secteur industriel, soit par unités de travailleurs, soit par affectations individuelles dans les mines, etc.

L'insurrection nationale hongroise, qui a éclaté en 1956, n'a pas anéanti le programme de rénovation des grandes unités hongroises, mais en a, semble-t-il, sensiblement ralenti l'exécution. Comme cela s'était produit en Allemagne de l'Est trois ans plus tôt, les Soviétiques ont stoppé radicalement le développement de la nouvelle armée hongroise; ils l'ont même réduite, ce qu'ils n'avaient pas fait en Allemagne. Ils ont repris le problème à la base, c'est-à-dire travaillé à la formation de noyaux idéologiquement sûrs, tant qu'ils ne disposaient pas d'un encadrement éprouvé pour des unités complètes. Ainsi, dès 1957, étant parvenus au raffermissement de leur situation en Hongrie, ils ont poursuivi la réalisation de leur programme sous une forme plus réduite; le premier corps d'armée était créé ou rénové, comprenant déjà trois divisions d'infanterie ou mécanisées, objectif initial à atteindre par la Hongrie dans le cadre du Pacte de Varsovie.

L'action idéologique dans l'armée a été confiée au Comité hongrois du Parti communiste, selon des directives très dures qui lui ont été imposées. Dans les unités, les « officiers politiques », eux-mêmes soumis aux organismes soviétiques, ont retrouvé un rôle très important. Ils ont le droit de critiquer les ordres du commandant de leur unité et de leur refuser l'acquiescement nécessaire à l'exécution. L'instruction politique ne porte actuellement que sur des effectifs réduits, mais elle est poussée d'autant plus à fond. Il semble donc pour le moment qu'il soit surtout envisagé de créer de nouveaux cadres.

Dans son état actuel, l'armée populaire hongroise compte encore trois corps d'armée, sept divisions d'infanterie, dont une seule blindée; plus une d'artillerie et des formations annexes; ces dernières ainsi que des éléments d'armée, commandement, génie, transmissions, etc., demeurent directement subordonnés au Ministère de la Défense. Toutes les unités encore existantes sont très réduites en effectifs et seules les trois divisions mentionnées sont modernisées. D'une manière générale, la réorganisation paraît fort lente. L'aviation est restée dans son état, mais très étroitement imbriquée dans le système aérien et anti-aérien de l'ensemble soviétique et satellite. Les unités hongroises d'aviation se trouvent même directement subordonnées aux unités soviétiques stationnées dans le pays. Elles ne disposent donc d'aucune autonomie opérationnelle propre.

L'hostilité du peuple hongrois

Le peuple hongrois demeure très hostile à l'armée « populaire ». Les jeunes gens cherchent par tous les moyens à échapper au service. Ceux qui y sont appelés font preuve d'un mauvais vouloir évident. La discipline ne peut être obtenue que par des mesures rigoureuses. Le nombre des compagnies de discipline paraît très élevé. L'instruction militaire cède le pas à l'éducation idéologique et à une intrusion généralisée du Parti communiste dans l'armée sous la forme d'une « Section politique supérieure de l'armée populaire », reliée elle-même directement à la « Section politico-militaire » du Comité central de l'U.R.S.S.

Une particularité de l'armée hongroise réside dans le développement relativement important des flottilles fluviales et des moyens de franchissement du Danube, ce qui était d'ailleurs déjà le cas dans l'ancienne armée. Leurs éléments avaient été dissous ou employés à des travaux de reconstruction en Russie. La reconstitution de ces forces a été opérée lors de la création de l'armée populaire. Toutes les unités en question sont groupées dans une « Division technique » fonctionnant sous le commandement des troupes du génie et conçues sur le modèle soviétique. On y trouve, d'une part, les unités du génie proprement dites formées en bataillons et appartenant aux différents échelons des forces terrestres; et, d'autre part, dépendant directement de la « Division technique », des unités spéciales réunies en brigades et les flottilles du Danube. Les unités spéciales sont chargées de tâches dans des domaines variés : chemins de fer, lutte ABC, etc. Leur instruction est entièrement conduite selon les directives soviétiques et les officiers supérieurs vont parfaire leur formation militaire à l'Académie « Koutousof » à Stalingrad. Ces unités, en général des brigades, comprennent aussi des éléments de pontonniers stationnés le long du Danube, fractionnés eux-mêmes en détachements spécialisés, notamment dans la construction de ponts ou portières de franchissement. Ils utilisent des matériels en grande partie anciens. Pour le franchissement d'un char de 40 tonnes, il faut trois pontons desservis par un nombreux personnel, tandis que les matériels modernes permettent des charges triples environ.

Les flottilles du Danube constituent une formation autonome des troupes du génie. Elles se subdivisent en quatre bataillons : monitors; protection des rives, transport; mines, ainsi qu'une compagnie de scaphandriers. Le matériel navigable est constitué en général de petites embarcations, très rapides et maniables, semi-blindées; elles proviennent en grande partie des chantiers hongrois; de plus, des matériels russes ont été introduits, notamment des canonnières armées de pièces anti-aériennes et de deux mitrailleuses lourdes. Les monitors hongrois ont à peu près le même armement, mais de moindre calibre. En outre, un régiment d'artillerie légère groupant des pièces à usages très diversifiés, servent à la protection des flottilles. L'armement peut être chargé sur embarcations spéciales. D'une manière générale, les quatre bataillons viendraient à l'appui, soit du commandement supérieur, soit des corps d'armée.

La réorganisation entreprise à partir de 1955 a abouti à la suppression de quelques unités ou leur remplacement par des commandements et noyaux de troupes réduits, ainsi que d'éléments d'entretien du matériel, qui en cas de mobilisation permettraient le triplement des unités. De nombreux matériels nouveaux ont fait leur apparition, tels que des véhicules amphibies, des pontons autopropulsés, bulldozers, excavateurs, des matériels de pont de capacité de 60 tonnes, etc. L'aménagement des forces a été fait en vue de la guerre atomique. Il semble que cette réorganisation, qui tendrait donc à l'allégement des effectifs, n'a guère été affectée par l'insurrection de l'automne 1956.

En revanche, le haut commandement soviétique paraît porter une grande attention à la défense du territoire hongrois qui, depuis l'évacuation de l'Autriche, se trouve être en grande partie en bordure du glacis. Jusqu'alors, le dispositif de l'armée hongroise paraissait orienté pour faire face à la Yougoslavie. Ce n'est plus guère le cas maintenant, bien qu'on ne saisisse pas entièrement son articulation dans le commandement d'ensemble soviétique. En tout cas, la remise en état des flottilles du Danube montre l'importance attachée à ce grand fleuve, artère essentielle de toute une partie du glacis.

L'agriculture soviétique ne donne pas satisfaction

RÉUNI du 22 au 25 décembre dernier, le Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. a consacré ses délibérations exclusivement à l'agriculture. Celle-ci demeure le talon d'Achille de l'économie soviétique, malgré toutes les promesses quant au « dépassement » de la production américaine par tête d'habitant.

Au moment où nous rédigeons ces brefs commentaires, nous avons sous les yeux la résolution adoptée le 25 décembre, mais nous ne sommes pas encore en possession du texte du grand discours de Khrouchtchev, dont nous ne connaissons que quelques extraits. La documentation disponible permet cependant de faire le point et de se rendre compte où en est l'agriculture, dont le retard sur le développement industriel risque de compromettre le plan septennal en cours, non seulement parce que l'accroissement de la population exige une augmentation *au moins* correspondante de la production des denrées alimentaires pour éviter une baisse du niveau de la vie, mais encore parce que l'industrie, dans l'actuelle période des classes creuses, a besoin d'une main-d'œuvre que seule la population rurale peut fournir, ce qui suppose de toute évidence un agencement plus rationnel du travail des champs.

L'agriculture soviétique est depuis 1953 l'objet d'une perpétuelle expérimentation. Au lendemain de la mort de Staline, la production céréalière était à peine supérieure à celle de 1909-1914, et le troupeau n'atteignait pas ses effectifs de 1916, pour une population qui avait augmenté de 30 %. La résistance passive des paysans contre le sort infernal que leur avait infligé Staline (1) avait ruiné l'agriculture et conduit le pays au bord de la famine. On s'empressa d'accorder aux paysans des exonérations d'impôts et un relèvement des prix dérisoires auxquels ils étaient obligés, jusque-là, de céder leurs produits à l'Etat. Se rendant compte que ces mesures, bien qu'efficaces, étaient insuffisantes pour provoquer le relèvement escompté, on décida ensuite — en 1954 — le défrichement et la mise en culture d'environ 30 millions d'hectares de terres vierges ou abandonnées en Sibérie et au Kazakhstan. Là encore, le résultat ne répondit pas entièrement aux espérances. S'efforçant de rationaliser davantage l'économie kolkhozienne, Khrouchtchev décida et imposa en 1958 la dissolution des M.T.S. (stations de machines et tracteurs) afin de rendre les fermes collectives maîtresses de l'outillage. Dès mars 1957, optimiste comme toujours, il avait annoncé que la production soviétique par habitant dépasserait la production américaine en 1958 pour le lait et le beurre, et en 1960 pour la viande.

Le Comité central réuni du 22 au 25 décembre dernier était appelé à faire le point et à procéder à « l'autocritique » d'usage.

⁂

On apprit tout d'abord que la récolte de 1959 avait été l'une des plus mauvaises des quatre dernières années. Dans la Fédération russe, qui englobe les terres récemment défrichées de Sibérie (non du Kazakhstan), on n'a récolté que 4,2 milliards de pouds contre 5 milliards en 1958, soit 16 % de moins. Si l'on admet, provisoirement, ce taux de réduction pour l'ensemble du pays, la récolte n'aurait été, cette année-ci que de 7,1 milliards de pouds contre 8,5 milliards en 1958. Nous connaîtrons bientôt le chiffre officiel puisque le bilan économique de 1959 sera publié au cours du mois de janvier.

Exprimés en tonnes, les 7,1 milliards de pouds récoltés en 1959 font 116,4 millions, ce qui donne, pour une population de 209 millions d'habitants, 5,5 quintaux par tête. Voici quelques points de comparaison :

Récolte céréalière par habitant

	Quintaux
1910-1914	4,6
1949-1953	4,3
1954-1958	5,6
1958	6,7
1959 (provisoire)	5,5
Promis en 1950 pour 1955	9,1
Promis en 1956 pour 1960	8,4
Promis en 1958 pour 1965	7,1 à 7,8
Promis en 1928 pour 1933	6,8

On remarquera que même la récolte exceptionnelle de 1958 fut, par tête d'habitant, inférieure à celle qui avait été promise dès 1928 pour 1933 !

La sécheresse a été certainement pour quelque chose dans la mauvaise récolte de 1959. Mais tous les spécialistes avaient dès le début souligné que les régions nouvellement défrichées ménageraient immanquablement de telles surprises. Si voici cinq ou six ans Khrouchtchev s'est néanmoins décidé à passer outre à leurs objections et appréhensions, c'est qu'il fallut une solution immédiate, même aléatoire, à la menace d'une pénurie aiguë de pain... au moment même où les prophètes de chez nous prédisaient pour un avenir rapproché le « pain gratuit en U.R.S.S. ».

Solution immédiate et désespérée. Est-il vraiment nécessaire de procéder à un défrichement de vaste envergure (30 millions d'hectares !) quand le rendement céréalier à l'hectare n'est que de 8 quintaux (11,1 quintaux en 1958 !) ? Ce rendement était en France (1957) de 23,7 quintaux pour le blé, de 22,1 pour l'orge, de 16,0 pour l'avoine. Cela veut dire que Khrouchtchev ne se faisait aucune illusion quant aux possibilités d'améliorer rapidement le rendement des exploitations existantes et qu'il choisit la « fuite en avant ».

Les mêmes tares d'organisation interne dont souffrent les sovkhozes et les kolkhozes anciens se reproduisent dans les sovkhozes nouvellement créés sur les terres défrichées. Indépendamment de la sécheresse, il y eut des pertes dues à l'habituelle incurie bureaucratico-étatique. Nous avons donné dans notre n° 222 (1er-15 octobre 1959) de larges extraits de la presse soviétique de juillet-août laissant prévoir des pertes considérables dues au délabrement de l'outillage et au retard avec lequel on procédait à la mois-

(1) Khrouchtchev avait d'ailleurs activement soutenu cette politique en surenchérissant. Que l'on veuille bien se rappeler son projet des « agrovilles » (printemps 1951).

son et à la réparation de l'outillage, des entrepôts et des silos. On apprend maintenant qu'au seul Kazakhstan 1.618.000 hectares de blé n'avaient pas été moissonnés à la date du 1er novembre et s'abîmaient sous la neige, ce qui fait, pour le seul Kazakhstan et en tablant sur un rendement de 8 quintaux à l'hectare, une perte de 13 millions de quintaux, soit de 1,3 million de tonnes, sans compter les quantités moissonnées mais perdues en route, des champs aux centres de collecte, de ceux-ci aux gares, dans les gares mêmes, et des gares aux moulins. Il y aurait là de quoi donner à la population du pain en surabondance et au cheptel le fourrage dont il manque toujours, ainsi que le souligne la résolution du 25 décembre (*Pravda* du 27 décembre); on y lit :

« *Dans une série de régions, de provinces et de républiques, la tâche de la constitution d'une base fourragère solide n'est toujours pas complètement résolue.* »

Tout en dénonçant les tares constatées depuis trente ans et tout en recommandant d'y porter remède, la résolution choisit cependant une fois de plus la voie de la facilité. Elle préconise une nouvelle offensive de défrichement; jusqu'à 1964, on se propose de cultiver 8 à 9 millions d'hectares de terres vierges supplémentaires, notamment en Sibérie, dans l'Oural et même en Extrême-Orient. Et tout cela — on croit rêver — afin de porter, la résolution le dit en toutes lettres, la récolte céréalière à « au moins 10 à 11 milliards de pouds », soit 164 à 180 millions de tonnes. Mais les 180 millions de tonnes avaient été prévues dès 1950 pour 1955 à une époque où il n'était pas encore question des terres vierges, puis en 1956 pour 1960, où l'on comptait, pour les atteindre, sur les terres vierges, ensuite en 1958 pour 1965, et à présent on estime devoir ajouter 8 à 9 millions d'hectares de terres vierges aux 30 millions d'hectares déjà défrichés, pour y parvenir...

Ce défrichement exigera plus de main-d'œuvre qu'une exploitation plus intensive de l'aréage d'ores et déjà sous culture et dont le rendement si faible — voir plus haut — pourrait être rapidement relevé par des méthodes tant soit peu rationnelles. Et cela au moment où la pénurie de main-d'œuvre atteint cruellement l'industrie : on avait précisément compté sur la rationalisation de l'agriculture pour procéder à un transfert massif de ruraux vers l'industrie.

Serait-ce pour cela que Khrouchtchev a déclaré tout récemment qu'il était prêt à réduire *même unilatéralement* ses effectifs militaires ? Il est vrai que même avec un ou deux millions de soldats en moins l'armée soviétique resterait, et de loin, la plus forte du monde.

⁂

Nous parlions tout à l'heure de la base fourragère, laquelle demeure l'un des principaux soucis du Kremlin et que la mauvaise récolte de 1959 a une fois de plus compromise. C'est le moment de se demander où en est l'élevage, puisque le « défi » lancé par Khrouchtchev aux Etats-Unis pour la production par tête d'habitant porte principalement sur les produits animaux. Dans son discours de mars 1957, le « n° 1 » avait parlé du lait, du beurre et de la viande.

Pour le lait et le beurre, la production américaine devait être atteinte dès 1958, et pour la viande en 1960.

Pour ce qui est du beurre, Khrouchtchev a affirmé dans son discours du 25 décembre dernier que c'était chose faite en 1959 : la production par habitant aurait été de 4 kilos contre 3,7 kilos aux Etats-Unis. Un an de retard, cela ne compte pas, et nous n'entendons pas lui chercher noise pour si peu de chose. Quant à la viande, ce sera pour « avant 1965 », soit quatre à cinq ans de retard, ce qui est déjà plus grave.

En ce qui concerne le lait, la résolution indique que la production a été de 62 millions de tonnes en 1959, supérieure de plus de 5 millions de tonnes à la production américaine. Etant donné la différence dans le chiffre de la population, l'U.R.S.S. est donc encore loin d'avoir atteint le niveau américain. La promesse faite pour 1958 n'est toujours pas tenue en 1959.

Reste à savoir si l'on peut se fier à ces chiffres. Une comparaison avec le passé met en évidence des anomalies assez surprenantes, que nous indiquons, pour le lait, au tableau ci-dessous :

	1927-28	1933 (prév.)	1959
Prod. globale (millions de t.)	31	41	62
Prod. par habitant (kilos)	190	250	297
Vaches (millions de têtes)	30,7	35,5	33,3 (fin 1958)

En 1927-1928, un effectif de 30,7 millions de vaches fournissait au pays 31 millions de tonnes de lait. En 1933, terme du premier P.Q., 35,5 millions de vaches devaient fournir 41 millions de tonnes de lait (2). Est-il concevable qu'en 1959, 33,3 millions de vaches aient pu fournir 62 millions de tonnes de lait ? Cela supposerait un accroissement du rendement de plus de moitié par rapport aux prévisions déjà plus qu'optimistes formulées pour 1933. Le nombre de vaches, en 1959, n'est que de 8 % supérieur à celui de 1927-1928; et la production du lait aurait doublé ? On pourrait l'admettre à la rigueur, mais cela cadre mal avec les récriminations sans cesse répétées quant aux insuffisances de l'élevage.

On peut faire des observations identiques en ce qui concerne la viande. Le tableau ci-dessous en témoigne :

	1927-28	1933 (prév.)	1958
Product. globale (millions de t.)	4,15	5,3	8,0
Prod. par habitant (kilos)	26	33	38
Bovins (*a*) (millions de têtes)	39,8	45,4	37,5
Porcins (millions de têtes)	26,0	34,8	48,5
Ovins (millions de têtes)	130,0 (*b*)	145,0 (*b*)	129,6

(*a*) Vaches non comprises. — (*b*) Chiffre approximatif.

En 1927-1928, 39,8 millions de bovins, 26 millions de porcs et 130 millions de moutons fournissaient 4.150.000 tonnes de viande. En 1958, on en aurait produit près du double, alors que

(2) Effectivement, au terme du premier P.Q., l'effectif des vaches était tombé à 19,5 millions et la production du lait à 23 millions de tonnes.

U.R.S.S. et U.S.A.

Agricultures comparées

Le plan septennal soviétique assure qu'en cinq ans « environ » après 1965, l'U.R.S.S. aura non seulement rattrapé, mais même dépassé le niveau de la production industrielle des États-Unis. Quant aux produits agricoles, les auteurs du plan affirment que la production soviétique dépassera « au total et par tête d'habitant la production américaine actuelle ». Les discours prononcés aux réunions du Comité central du Parti en décembre dernier indiquaient que le plan agricole se réalisait avec tant de succès qu'on peut s'attendre à ce qu'il fût rempli dès avant 1965.

Avant d'examiner si ce pronostic se réalisera et s'il peut se réaliser, il faut répondre à la question principale : combien d'individus travaillent-ils aujourd'hui dans l'agriculture des Etats-Unis ? Et quelle est l'importance numérique de la population agricole soviétique à qui le Parti communiste fait obligation de « dépasser » coûte que coûte la production des fermiers américains et de leurs ouvriers ? Les considérations sur l'équipement technique et la productivité de leur travail ne précèdent pas, mais suivent la question posée.

Pour l'Amérique, il est assez facile d'y répondre. La croissance de la production agricole s'y est accompagnée d'une forte décroissance de la population rurale. En 1910, la population active des fermes s'élevait à 12.659.000 personnes, en 1950 à 7.507.000, en 1955 à 6 millions 730.000. En 1958, cette population était de 5.844.000, pour descendre à la fin de l'année à 4.871.000, tout en passant à 6.900.000 pendant certains mois d'été par suite des travaux saisonniers. Bien que le chiffre de 5,8 millions soit répété trois fois dans le *Statistical Abstract of the U.S.* (éd. 1959, pp. 206, 209, 219), ce n'est néanmoins pas lui que nous prendrons pour 1958, mais un chiffre plus élevé, 6.730.000, la population active de 1955. Nous évitons ainsi de ne compter comme participant à la production agricole que les seuls travailleurs à plein temps. Du même coup, nous rejetons ainsi l'accusation soviétique courante qui veut que les critiques de l'U.R.S.S., afin de souligner l'immensité de la population kolkhozienne, réduisent de façon tendancieuse la population des fermes américaines.

Il est infiniment plus difficile d'évaluer la population kolkhozienne et, en général, agricole de l'Union soviétique. En mai 1959, publiant certains renseignements démographiques résultant du recensement de la population effectué en janvier, le gouvernement soviétique promit de publier plus tard les données de ce recensement concernant la répartition de la population « par groupes sociaux, sources de moyens d'existence, branches de l'économie nationale, productions, principales occupations, ainsi que par groupements caractéristiques de la composition de la population d'après la combinaison de ces indices ».

Si cette promesse était honnêtement tenue, l'effectif des bovins et des ovins n'atteignait pas encore ces chiffres et que seul le nombre des porcs s'était sensiblement accru. Pour 1933, le premier P.Q. escomptait 5,3 millions de tonnes de viande avec des effectifs supérieurs à ceux de 1958, de 20 % quant aux bovins et de 12 % quant aux ovins (effectifs inférieurs de 30 % quant aux porcs). On aurait donc produit, en 1958, 51 % de viande de plus qu'on n'avait prévu pour 1933, avec 20 % de bovins en moins et avec 12 % d'ovins en moins? L'accroissement de 30 % du troupeau porcin ne compense pas la diminution des deux autres catégories.

Procédons à un autre raisonnement encore. Entre 1928 et 1959, la population a augmenté de 40 %, alors que les bovins (vaches non comprises) ont diminué de 6 %, que les ovins sont restés stationnaires, et que seuls les porcs se sont accrus de 86 %. Cela donne le tableau suivant :

Accroissement par tête d'habitant
(1928-1959)

Troupeau bovin (vaches non compr.)	— 33 %
Troupeau ovin	— 29 %
Troupeau porcin	+ 33 %
Production de la viande	+ 46 %

La comparaison avec les prévisions pour 1933 n'est pas moins suggestive. Entre 1933 et 1959, la population s'est accrue de 30 %. En tenant compte de cet accroissement, on obtient le tableau que voici :

Accroissement par tête d'habitant (a)
(1933-1959)

Troupeau bovin (vaches non comp.)	— 36 %
Troupeau ovin	— 11 %
Troupeau porcin	+ 8 %
Production de la viande	+ 51 %

(a) La base de comparaison 1933 a trait aux objectifs du premier P.Q.

Il y a donc quelque chose qui ne tourne pas rond dans les statistiques de Khrouchtchev. Il est impossible que la production de viande par habitant ait pu s'accroître de plus de moitié avec un troupeau sensiblement moindre que celui que l'on avait escompté pour 1933.

Aussi n'est-il point étonnant que la résolution adoptée le 25 décembre se montre plutôt réservée quant à la date à laquelle l'U.R.S.S. dépassera les Etats-Unis en ce qui concerne la production de la viande par tête d'habitant. En mars 1957, Khrouchtchev avait annoncé que ce serait pour 1960. La résolution estime que cet objectif ne pourra être atteint qu'avec une production globale de 20 à 21 millions de tonnes. Pour l'instant on n'en est qu'à 8 millions, et le plan septennal ne prévoit, pour 1965, que 16 millions. La résolution déclare que ces 16 millions pourront être obtenus dès 1963.

Attendons la suite. Les 20 à 21 millions ne sont pas pour demain.

LUCIEN LAURAT.

sans déformer les chiffres du recensement, sans aucune réticence, il serait *pour la première fois* possible de se faire une idée claire et précise de toute la structure sociale de l'U.R.S.S. et, en particulier, du système kolkhozien. D'où vient qu'on ne puisse s'empêcher de douter que cette promesse soit honnêtement tenue et que le rapport sur les résultats du recensement ne devienne quelque chose de semblable aux comptes rendus de la presse soviétique sur le voyage triomphal de Khrouchtchev en Amérique ? Le doute ne vient pas seulement du fait que les indices démographiques connus sont « arrangés » dans un sens favorable. Il est engendré aussi par d'autres arguments de plus de poids.

Nous voulons parler des recueils statistiques dont la publication a commencé par l'*Economie nationale* parue en 1956 et fut suivie par l'*Economie nationale* en 1957, l'*Industrie de l'U.R.S.S. en* 1957, *Les réalisations du pouvoir soviétique en quarante ans dans les chiffres*, en 1957, *L'U.R.S.S. en chiffres*, en 1958, etc. Or, tous ces recueils ont un trait commun : ils passent sous silence le principal. Tout en faisant grande impression par la dynamique des « pourcentages » croissants, ils ne donnent pas les chiffres absolus sur l'essentiel. Nous y apprenons des détails sans importance, par exemple combien il a été produit de couteaux et de fourchettes de table, de gâteaux, de biscuits, d'accordéons, mais c'est en vain que nous y chercherions le montant du salaire moyen d'un ouvrier, les gains d'un kolkhozien, le chiffre de la production globale de l'industrie et de l'agriculture. Il y manque un indice aussi capital du niveau de développement économique que le revenu national. Le chiffre absolu de ce revenu demeure caché par le mur des « pourcentages » d'une base secrète inconnue.

Ce qui frappe particulièrement dans ces recueils, c'est aussi l'absence d'indications quant à la population active du pays. Dans le recueil statistique du Bureau International du Travail à Genève, on peut trouver les chiffres de la population active des pays satellites et même de pays arriérés comme la Rhodésie, Ceylan, Singapour, tandis que, pour on ne sait quelles raisons, l'U.R.S.S. se refuse à divulguer le sien. L'Union soviétique est fière de n'avoir pas trace de chômage, d'avoir réalisé le « plein emploi » de toute la population apte au travail, mais alors pourquoi ne pas dire que la population active du pays représente tant de dizaines de millions d'âmes ?

⁂

Les auteurs d'un livre du Gosplan, polémisant avec ceux du rapport au Congrès des Etats-Unis (*Soviet Economic Growth : A Comparison with the United States*), écrivent que les économistes américains « ne disposant pas de *certaines* données statistiques sur l'U.R.S.S. », recourent en calculant « les ressources en main-d'œuvre soviétique » et la population kolkhozienne à des évaluations peu scrupuleuses et à de « nombreuses manipulations de chiffres » (*L'Emulation économique*, Moscou, pp. 213, 214). Quoi de plus simple, semblerait-il, que de communiquer ces « certaines données statistiques » et de mettre ainsi fin d'un coup à « toutes les manipulations » ? Au lieu de quoi la statistique, sans donner ces « certains » chiffres, se livre précisément à des manipulations. Les procédés employés à cet effet sont tels qu'on se demande vraiment comment les qualifier. En effet, considérons les truquages que nous offre le recueil « *L'U.R.S.S. en chiffres* ».

A la page 313, il annonce 4.071.000 personnes travaillant en 1957 dans le commerce, l'alimentation publique, le stockage et l'approvisionnement technique, représentant 5 % de toute la population active (p. 309). S'il en est ainsi, la population active du pays s'élève au total à 81.420.000 âmes.

Le même recueil indique, pages 313 et 314, que l'enseignement et les services de la santé publique employaient 7.922.000 personnes et que ce groupe représentait (p. 309) 9 % de la population active. Dans ce cas, la population active s'élève à 88.022.000 âmes.

Le même recueil (p. 313) nous apprend que 5.956.000 personnes travaillaient dans toutes les branches des transports et communications (postes, télégraphe, téléphone, radio), représentant (p. 309) 6 % de la population active. Donc la population active est de 99.933.000 âmes.

Pour la même population et la même année 1957, cela donne donc trois résultats différents, avec un écart allant de 81,4 millions à 99,9 millions, soit une différence de 18,5 millions. Ce procédé inouï dans l'histoire de la statistique est repris dans l'*Economie nationale* en 1956 et également dans l'*Economie nationale* parue sous une forme élargie en 1957. Il est impossible d'expliquer une pareille façon de se moquer du monde par la seule négligence dans les calculs. Les chiffres divulgués en U.R.S.S. passent par des dizaines d'instances de contrôle, sont pesés, passés au crible par le Parti et ne sont révélés qu'avec l'autorisation des autorités suprêmes.

Le fait que dans trois recueils statistiques on recourt au même procédé scandaleux prouve qu'il ne s'agit pas d'une faute d'impression, d'une erreur accidentelle, mais bien d'une intention délibérée de combiner les chiffres (« pourcentages ») de façon qu'on ne puisse en déduire l'importance réelle de la population active, tout en faisant semblant de fournir les données nécessaires. Qu'est-ce qui garantit que les publications à venir, en mettant au point les principaux chiffres du recensement, ne seront pas falsifiées par les mêmes manipulations, restrictions et adaptations artificielles aux tâches du moment prescrites par le Parti ?

Il est regrettable que les machinations soviétiques aient trouvé place dans une publication aussi respectable que l'*Annuaire statistique du Travail* de Genève (pp. 159-160). Si celle-ci avait fait un peu moins confiance aux déclarations soviétiques, elle n'aurait pas commis un pas de clerc en publiant sans la moindre vérification des tableaux dont la comparaison révèle des truquages inconcevables dans des statistiques qui se respectent.

Quel est le but visé par la statistique soviétique en donnant d'absurdes évaluations à triple face de la population active ? Un de ces buts est clair. A la page 311, *L'U.R.S.S. en chiffres* annonce que les « kolkhoziens occupés dans l'économie publique des kolkhozes et dans l'économie auxiliaire individuelle » représentent 36 % de la population active. Ce chiffre n'a rien de choquant. Il paraît fort vraisemblable, mais comme la population active est représentée par trois chiffres différents, il est impossible d'évaluer la population kolkhozienne. En effet, si la population active s'élève à 81,4 millions de personnes, 36 % représentent 29.311.000, et si elle est de 99,9 millions, les kolkhoziens sont 35 millions 975.000. Avec une telle divergence des chiffres, l'importance de la population engagée dans l'émulation avec l'Amérique ne se prête pas à la comparaison. Malgré les obstacles dressés, essayons néanmoins de percer l'énigme kolkhozienne.

Table des matières traitées dans EST & OUEST au cours de l'année 1959 *

ÉTUDES GÉNÉRALES.

Khrouchtchev en scene, par *Boris Souvarine* ..... *207* — 1
Espionnage soviétique à l'U.N.E.S.C.O. ..... *207* — 8
Dix ans d'action (dixième anniversaire du B.E.I.P.I. [*Est & Ouest*]), par *Georges Albertini*. *212* — 1
La situation du mouvement communiste international en 1958.. *212* — 9
Le problème de Berlin, par *Léon Emery* ..... *214* — 1
Emplacements des rampes de lancement soviétiques dans les Etats du Pacte de Varsovie... *214* — 3
L'offensive commerciale du Kremlin et les satellites, par *Lucien Laurat* ..... *215* — 15
Pour la riposte politique ..... *216* — 1
Le témoignage de Tito sur les dernières années du Komintern, par *Branko Lazitch*..... *216* — 3
Sur un appel en faveur des hommes, par *Léon Emery*..... *219* — 1
La lutte contre la propagande soviétique au Congrès Atlantique (Londres, 5-10 juin 1959) *219* — 4
Khrouchtchev signe son discours secret, par *Boris Souvarine*.... *219* — 12
Treize années d'aide soviétique aux pays sous-développés, par *Philippe Schneyder* ..... *220* — 17
Nouvelles militaires de l'Est, par *J. Pergent* ..... *221* — 14
Une nouvelle phase de la guerre froide : Après le voyage, et avant l'autre, par *Georges Albertini* ..... *223* — 1
Education de classe dans les démocraties populaires, par *Georges Orban* ..... *223* — 14
L'insurrection hongroise est-elle oubliée ? ..... *224* — 1
Documents d'histoire : La question algérienne au IVe Congrès de l'Internationale (1922)..... *224* — 9
Bibliographie : Le communisme et la jeunesse ..... *224* — 21
Le dilemme de Khrouchtchev, par *Boris Souvarine* ..... *225* — 1
Les données numériques sur le mouvement communiste international ..... *226* — 24

AFRIQUE (généralités).

L'avenir de l'Afrique vu de Moscou ..... *210* — 16
L'U.R.S.S. à l'aide de la rébellion en Afrique noire..... *213* — 19
Grands électeurs communistes en Afrique noire française..... *213* — 19
La limitation des libertés et le communisme en Afrique..... *217* — 1
La propagande soviétique en faveur de l'Afrique noire, par *Nicolas Lang* ..... *217* — 4
Propagande soviétique en Afrique noire britannique ..... *218* — 30
En Afrique noire : Origines et politique du « Conseil de la Jeunesse d'Afrique » ..... *219* — 6
L'Afrique portugaise et l'U.R.S.S. *219* — 8
Treize années d'aide soviétique aux pays sous-développés. Bilan des principales initiatives dans les domaines économique, technique et culturel, par *Philippe Schneyder* ..... *220* — 17
« L'invasion chinoise en Afrique du Nord », par *B. Lazitch*.... *224* — 22
Infiltrations des communistes chinois en Ouganda..... *224* — 24
Illusions africaines sur l'Union soviétique et la Chine communiste ..... *227* — 1
Un Institut de l'Afrique en Union soviétique, par *Nicolas Lang*... *227* — 14

AFRIQUE DU SUD.

Situation du P.C. ..... *212* — 20

ALBANIE.

Les incidents entre l'Albanie et la Yougoslavie. La question arabe; la question albanaise.. *208* — 10
Situation du P.C. ..... *212* — 11
Les communes populaires de Chine jugées par l'U.R.S.S. et les satellites, par *Branko Lazitch*.. *215* — 22
Un anniversaire macabre..... *215* — 23

ALGÉRIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 20
L'affaire des 481, par *Roland Varaigne* ..... *214* — 4
Comment les communistes s'emparent d'une organisation syndicale. L'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.) et ses relations avec les communistes, par *Claude Harmel* *222* — 1
Une résolution du P.C. algérien.. *222* — 7
Documents d'histoire : La question algérienne au IVe Congrès de l'Internationale communiste (1922) ..... *224* — 9
« L'invasion chinoise en Afrique du Nord », par *B. Lazitch*.... *224* — 22
Le dernier « tournant » du P.C.F.: un revirement qui ne concerne pas seulement l'Algérie..... *226* — 3

ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

Exemple d'action clandestine du K.P.D. ..... *210* — 16

* Les premiers chiffres (en italique) indiquent les numéros d'*Est & Ouest*, les seconds (en romain) ceux des pages

Berlin-Ouest dit « non » ..... *211* — 18
Situation du P.C. ..... *212* — 13
Réorganisation du S.E.D. à Berlin *213* — 3
Espionnage soviétique en Allemagne et en Belgique..... *215* — 10
Subversion entretenue par Pankow *221* — 20
Les difficultés de l'action communiste en Allemagne occidentale *227* — 4

ALLEMAGNE ORIENTALE.

Brève analyse des élections législatives, par *A. Dormont*..... *208* — 8
Le nouveau gouvernement, par *A. Dormont* ..... *208* — 8
Fin du fédéralisme, par *A. Dormont* ..... *208* — 9
Brève chronologie du réarmement est-allemand ..... *209* — 9
Les péripéties de l'hymne national de la République démocratique allemande ..... *209* — 10
Situation du P.C. ..... *212* — 11
Réorganisation du S.E.D. à Berlin *213* — 3
La politique sorbe de l'Allemagne soviétique, par *A. Dormont*.... *213* — 4
Les forces de l'Allemagne de l'Est, *J. Pergent* ..... *214* — 6
Le centre d'espionnage de Berlin-Est ..... *215* — 10
Des réfugiés arrivent toujours d'Allemagne soviétique ..... *215* — 15
Les communes populaires de Chine jugées par l'U.R.S.S. et les satellites, par *Branko Lazitch*..... *215* — 22
L'agriculture est-allemande, par *A. Dormont* ..... *218* — 16
Bibliographie : « Les détenus politiques en zone soviétique »..... *218* — 18
Action politique à l'intérieur de l'« Armée populaire nationale » de l'Allemagne de l'Est, par *J. Pergent* ..... *221* — 14
Les nazis dans l'Etat est-allemand, par *A. Dormont*..... *222* — 10
La police du peuple change de chef ..... *223* — 23
Le flot des réfugiés est-allemands grandit de nouveau ..... *224* — 16

AMÉRIQUE LATINE (généralités).

La force numérique des partis communistes ..... *211* — 23
La conférence des chefs communistes ..... *211* — 23
Le nouvel organe du Kominform sur le mouvement latino-américain ..... *214* — 23
Formation des cadres dirigeants.. *214* — 23
Rencontre des chefs communistes latino-américains au Chili..... *221* — 18
Infiltration des communistes chinois ..... *223* — 23

ARGENTINE.

Situation du P.C. ..... *212* — 18
Frondizi interdit le P.C. argentin *217* — 8
Les accords secrets ..... *219* — 24
Même les organisations crypto sont interdites ..... *221* — 20

AUSTRALIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 14

AUTRICHE.

Situation du P.C. ..... *212* — 13
Les communistes autrichiens sont liquidés, par *Lucien Laurat*.... *218* — 9

BELGIQUE.

La conférence nationale du P.C. belge ..... *209* — 19
Les touristes soviétiques à l'Exposition de Bruxelles, par *M. Slavinsky* ..... *210* — 7
Situation du P.C. ..... *212* — 13
Espionnage soviétique en Allemagne et en Belgique..... *215* — 10
Conférence des P.C. des six pays du « Marché commun » ..... *218* — 30
Déclaration du Bureau politique du P.C. belge sur le Congo belge *222* — 20
Vers le XIIIe Congrès du P.C. belge *224* — 23

BIRMANIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 15
Mauvais jours pour les communistes ..... *213* — 19
Echec d'une manœuvre soviétique *221* — 20
L'évolution politique ..... *227* — 15

BOLIVIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 18

BRÉSIL.

Situation du P.C. ..... *212* — 18
Au Brésil, campagne hostile contre le général Delgado..... *223* — 5

BULGARIE.

Le Parti et l'armée..... *211* — 23
Situation du P.C. ..... *212* — 12
Réforme administrative et nouveaux plans économiques en Bulgarie ..... *213* — 9
Les communes populaires de Chine jugées par l'U.R.S.S. et les satellites, par *Branko Lazitch*..... *215* — 21
Limogeage du ministre bulgare du commerce ..... *217* — 18

CAMBODGE.

Situation du P.C. ..... *212* — 15

CAMEROUN.

Situation du P.C. ..... *212* — 20
L'U.R.S.S. à l'aide de la rébellion *213* — 19
Les mensonges de l'U.R.S.S..... *214* — 24
Documents de l'U.P.C..... *225* — 23

CANADA.

Situation du P.C. ..... *212* — 14
Le mouvement communiste au Canada, de la déstalinisation au XVIe Congrès, par *I. Avakoumovitch* ..... *226* — 8

CEYLAN.

Situation du P.C. ..... *212* — 15
Dernier refuge du trotskisme.... *214* — 24
A Ceylan, la « coexistence intérieure » est rompue ..... *219* — 23

CHILI.

Situation du P.C. ..... *212* — 18
Rencontre des chefs latino-américains au Chili ..... *221* — 18

CHINE.

Les communistes chinois analysent l'expérience des « communes populaires » ..... *208* — 23
La Constitution et la structure de la Chine communiste ..... *208* — 27
Les relations entre Moscou et Pékin ..... *209* — 15
Cartes géographiques ..... *210* — 16
Sur l'« affaire » Mao Tsé-toung.. *211* — 24
Situation du P.C. ..... *212* — 12
Après le XXIe Congrès de Moscou; à Pékin, Mao reçoit les délégations communistes ..... *213* — 15
Les communes populaires chinoises jugées par un Yougoslave et un Indien ..... *214* — 19
Bibliographie : Tibet rouge, de Robert W. Ford, par *Claude Harmel* ..... *214* — 22
Bibliographie : Prisonniers au Tibet rouge, de Sydney Wignall, par *Claude Harmel*..... *214* — 22
A propos de la révolte du Tibet. Les relations entre Pékin et Lhassa, par *Nicolas Lang*..... *215* — 6
Les communes populaires de Chine jugées par l'U.R.S.S. et les satellites, par *Branko Lazitch*..... *215* — 21
Comme Hong-Kong, Macao offre refuge aux évadés de Chine... *216* — 16
Les colonialistes chinois contre la « déviation nationaliste » au Sinkiang ..... *217* — 3
Liou Chao-Chi, homme de l'appareil, et « doctrinaire » stalinien *217* — 19
Changements dans les organes centraux de l'Etat ..... *220* — 32
Les dix ans de la Chine communiste, par *Claude Harmel*..... *221* — 1
Une session d'endoctrinement antireligieux en Chine populaire, par *Nicolas Lang*..... *221* — 5
Bibliographie : Pékin contre Moscou, par Alexandre Metaxas. par *Branko Lazitch* ..... *221* — 19
Le VIIIe Plenum du C.C. du P.C. chinois, les communes populaires et la révision du plan..... *222* — 16
Propagande culturelle soviéto-chinoise en Asie ..... *223* — 21
Remaniement ministériel et « amnistie » en Chine communiste, par *Nicolas Lang* ..... *224* — 19
« L'invasion chinoise en Afrique du Nord », par *B. Lazitch*.... *224* — 22
Infiltration des communistes chinois en Ouganda ..... *224* — 24
Bibliographie : La Chine populaire, par Jacques Guillermaz.. *225* — 19
Entretiens des communistes chinois et japonais ..... *225* — 23
A propos du différend entre la République Arabe Unie et la Chine populaire, par *Nicolas Lang*... *226* — 25
Difficultés alimentaires en Chine *227* — 17

CHYPRE.

Levée de l'interdiction du P.C.... *215* — 23

COLOMBIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 18

CONGO BELGE.

Organisations et partis politiques au Congo belge, par *Nicolas Lang* ..... *209* — 1
L'U.R.S.S. et les incidents de Léopoldville, par *Nicolas Lang*.... *210* — 6
Formation d'un syndicat crypto-communiste au Congo belge.... *217* — 5
Déclaration du Bureau politique du P.C. belge ..... *222* — 20
Arrestation d'un dirigeant communiste ..... *227* — 18

CORÉE DU NORD.

Situation du P.C. ..... *212* — 12
Les communes populaires de Chine jugées par l'U.R.S.S. et les satellites, par *Branko Lazitch*.. *215* — 21

CORÉE DU SUD.

Situation du P.C. ..... *212* — 15

COSTA-RICA.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

CUBA.

Les communistes de Cuba entre Batista et Fidel Castro..... *208* — 1
La nouvelle tactique des communistes de Cuba ..... *211* — 23
Situation du P.C. ..... *212* — 19
Le Parti communiste et le gouvernement de Fidel Castro.... *215* — 23
Castro et les communistes s'affrontent ..... *217* — 13
Activités communistes à Cuba... *218* — 11
Deux chefs communistes cubains : Blas Roca et Juan Marinello... *218* — 12
Raoul Castro et ses contacts avec les chefs communistes ..... *221* — 20
Fidel Castro : neutralisme ou communisme ? ..... *225* — 7
Fidel Castro et les communistes. *226* — 11
Bilan du Congrès syndical..... *227* — 18

DANEMARK.

Situation du P.C. ..... *212* — 13
Espionnage soviétique ..... *219* — 13

ÉGYPTE.

Situation du P.C. ..... *212* — 17
Le P.C. égyptien rentre dans l'opposition ..... *214* — 24
A propos du différend entre la République Arabe Unie et la Chine populaire, par *Nicolas Lang* ..... *226* — 25

ÉQUATEUR.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

ESPAGNE.

Situation du P.C. ..... *212* — 13

ÉTATS-UNIS.

Situation du P.C. ..... *212* — 14
Pour la riposte politique..... *216* — 1
Le « cœur défaillant de Walter Lippmann » par William Henry Chamberlin ..... *218* — 14
Nouvelles attaques contre E. Browder ..... *220* — 32

FINLANDE.

Comment, il y a dix ans, la Finlande échappa au sort des « démocraties populaires » ..... *207* — 9
Pressions soviétiques sur la Finlande, par *Morvan Duhamel*... *208* — 6
Situation du P.C. ..... *212* — 13
Il y a vingt ans, l'Union soviétique tentait l'annexion de la Finlande ..... *226* — 12

FRANCE.

Le P.C.F. au second tour (élections législatives de 1958) ..... *207* — 5
Bibliographie : Sur le livre de Victor Alexandrov : « Les héritiers de Souvarov », Plon éd., 1958.. *207* — 23
Sur une étude de la « Documentation française » : La Ligue des communistes de Yougoslavie et son évolution de 1919 à 1958.. *207* — 23
Le communisme et l'enseignement technique ..... *208* — 4
Khrouchtchev, champion de « l'anticommunisme systématique » (la presse française devant l'économie soviétique), par *Lucien Laurat* ..... *208* — 15
La presse communiste française en difficultés ..... *209* — 4
Les activités des communistes en Alsace-Lorraine, par *Morvan Duhamel* ..... *209* — 6
Bibliographie : Visa pour la Pologne, de K.S. Karol, par *L. Rey* *209* — 17
Bibliographie: Naissance de la Révolution russe, de Alan Moorhead, par *Branko Lazitch*..... *209* — 18
Position de repli vers l'Italie.... *209* — 19
Bibliographie : La purge permanente. La politique dans le totalitarisme soviétique, de Zbigniew K. Brzezinski, par *Branko Lazitch* ..... *210* — 15
Les permanents du P.C.F..... *211* — 24
Dix ans d'action (Dixième anniversaire du B.E.I.P.I. [*Est & Ouest*]), par *Georges Albertini* *212* — 1
La Rédaction d'*Est & Ouest*.... *212* — 3
Quelques campagnes d'*Est & Ouest* *212* — 5
Situation du P.C. ..... *212* — 13
La leçon des élections municipales, par *Claude Harmel*..... *213* — 1
Grands électeurs communistes en Afrique noire française..... *213* — 19
L'affaire des 481, par *Roland Varaigne* ..... *214* — 4
Le P.C.F. et le Parlement, par *Claude Harmel* ..... *214* — 22
(A propos du compte rendu du livre de Nathan Laites : « Du malaise politique en France », par Jean Touchard dans la *Revue française de Sciences politiques*.)
Comment les communistes français préparent les congrès du Parti ..... *215* — 13
M. Jean Romeuf récidive, par *Lucien Laurat* ..... *216* — 9
Les aveux de M. Maurice Thorez *218* — 1
Création du P.C. de la Réunion *218* — 31
A propos d'un « certain optimisme » (sur M. Jean Romeuf), par *Lucien Laurat* ..... *219* — 16
Bibliographie : Le marxisme en question, de Pierre Fougeyrollas, par *Branko Lazitch* ..... *219* — 17
Le XVe Congrès du Parti communiste français, par *Claude Harmel* ..... *220* — 1
Organes directeurs du P.C.F. après le XVe Congrès..... *220* — 7
De la frontière Oder-Neisse à la Bibliothèque polonaise de Paris, par *A. Bird* ..... *220* — 13
Contribution aux « Œuvres » de Maurice Thorez ..... *221* — 7
Les effectifs du Parti communiste français, par *Claude Harmel*... *222* — 8
Recrutement communiste chez les intellectuels parisiens ..... *222* — 20
Nécrologie : Elie Borschak ..... *224* — 2
La composition sociale du P.C.F. par *Claude Harmel*..... *224* — 3
Les voyages des dirigeants du P.C.F. ..... *224* — 5
Documents d'histoire : La question algérienne au IVe Congrès de l'Internationale (1922)..... *224* — 9
L'Histoire de France vue de Moscou, par *Jean-Pierre Morillon*.. *224* — 13
Le général de Gaulle et les intentions soviétiques, par *Claude Harmel* ..... *226* — 1
Le dernier « tournant » du P.C.F.: Un revirement qui ne concerne pas seulement l'Algérie..... *226* — 3
Stagnation des effectifs du P.C... *226* — 28
La pénétration communiste au Centre national de la Recherche scientifique ..... *227* — 5

GRANDE-BRETAGNE.

Situation du P.C. ..... *212* — 13
Le XXVIe Congrès du P.C. britannique ..... *215* — 23
Propagande soviétique en Afrique noire britannique ..... *218* — 30
Le P.C.I. contrôle-t-il le P.C. britannique ? ..... *219* — 24

GRÈCE.

Une nouvelle campagne Beloyannis *209* — 20
Situation du P.C. ..... *212* — 13
Manœuvres communistes ..... *223* — 23

GUATEMALA.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

GUINÉE.

A propos de l'aide soviétique à la Guinée, par *Nicolas Lang*.. *223* — 8
La République de Guinée sur le chemin du communisme, par *Nicolas Lang* ..... *225* — 4

HAITI.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

HONDURAS.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

HONGRIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 12
Les communes populaires de Chine jugées par l'U.R.S.S. et les satellites, par *Branko Lazitch*.. *215* — 22

Les effectifs du P.O.S.H..... *219* — 24
« Service du travail militaire » en Hongrie, par *J. Pergent*..... *221* — 14
L'insurrection hongroise est-elle oubliée ? ..... *224* — 1
La culture soviétique et le public hongrois ..... *226* — 18

INDE.

Nehru et le communisme, par *Branko Lazitch* ..... *207* — 10
Polémique soviétique contre Nehru *209* — 16
Situation du P.C. ..... *212* — 15
Les chefs du Parti communiste de l'Inde (Biographie des six principaux dirigeants) ..... *219* — 22
Unité anticommuniste et division *225* — 23
Division communiste provisoirement surmontée ..... *226* — 28

INDONÉSIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 15
En Indonésie, l'armée entre en scène ..... *213* — 18
La « démocratie dirigée » en Indonésie face à l'armée et aux communistes ..... *221* — 17
VIe Congrès du P.C. indonésien.. *222* — 20
En Indonésie, les communistes continuent de manœuvrer entre Soekarno et l'armée ..... *225* — 8

IRAK.

Tactique communiste en Irak... *207* — 23
Situation du P.C. ..... *212* — 17
Le général Kassem et le communisme en Irak ..... *215* — 1
Le problème des effectifs dans le P.C. irakien : quantité et qualité *218* — 31
Echecs communistes en Irak .... *220* — 8
Kassem face aux communistes irakiens ..... *223* — 10

IRAN.

L'U.R.S.S. contre l'Iran ..... *211* — 22
Situation du P.C. ..... *212* — 17

IRLANDE.

Situation du P.C. ..... *212* — 13
Recul communiste en Irlande.... *220* — 10

ISLANDE.

Situation du P.C. ..... *212* — 13

ISRAËL.

Situation du P.C. ..... *212* — 17
Défaite électorale du P.C..... *227* — 19

ITALIE.

Le P.C. italien au secours des adversaires de Nenni ..... *208* — 7
Le XXXIIIe Congrès du Parti socialiste italien, par *A. Dormont*.. *211* — 10
Situation du P.C. ..... *212* — 13
L'organisateur du voyage de Pietro Nenni ..... *213* — 20
Réorganisation des Jeunesses communistes ..... *215* — 23
Les nouvelles consignes « intellectuelles » du P.C. italien, par *A. Dormont* ..... *216* — 8
Les élections au Val d'Aoste, par *A. Dormont* ..... *217* — 10
Plus d'exemplaires de l'*Unità* du 10 août 1945 ! ..... *217* — 13
Le P.C.I. paye pour le P.S.I..... *218* — 32
Les effectifs du P.C.I. en 1959.... *218* — 32
La défaite socialo-communiste en Sicile, par *A. Dormont*..... *219* — 9
Le Parti communiste portugais sous la tutelle du P.C. italien.. *223* — 4
Limogeage en Sicile ..... *227* — 19

JAPON.

Le VIIe Congrès du Parti communiste japonais, par *Nicolas Lang* *207* — 19
Presidium et Secrétariat du P.C. japonais après le VIIe Congrès *207* — 22
Résultats du P.C. japonais aux élections législatives ..... *207* — 22
Situation du P.C. ..... *212* — 15
Le 3.000^e numéro de l'organe du P.C. japonais ..... *223* — 23
Scission dans le Parti socialiste japonais ..... *224* — 23

JORDANIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 17
La législation anticommuniste renforcée ..... *226* — 28

KOWEIT.

Situation du P.C. ..... *212* — 17

LAOS.

Les intrigues communistes au Laos, par *Nicolas Lang*..... *211* — 5
Situation du P.C. ..... *212* — 16
Campagne de propagande communiste ..... *215* — 24
Menace communiste au Laos, par *Nicolas Lang* ..... *218* — 4
Le programme des communistes laotiens ..... *223* — 24
Le procès des dirigeants communistes laotiens ..... *225* — 24

LIBAN.

Situation du P.C. ..... *212* — 17

LUXEMBOURG.

Le XVe Congrès du P.C. luxembourgeois ..... *209* — 20
Les communistes gagnent des voix *211* — 24
Situation du P.C. ..... *212* — 14

MADAGASCAR.

Situation du P.C. ..... *212* — 20
Nécrologie : le R.P. Joseph Boué *226* — 2

MALAISIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 16
Victoire des anticommunistes en Malaisie ..... *221* — 13

MAROC.

Le communisme au Maroc, par *Roland Varaigne* ..... *211* — 3
Situation du P.C. ..... *212* — 20
L'affaire des 481, par *Roland Varaigne* ..... *214* — 4
Vers la suppression du P.C. marocain ? ..... *224* — 24

MAURICE (île).

Le travail des communistes dans l'île Maurice ..... *223* — 6

MEXIQUE.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

MONGOLIE EXTÉRIEURE.

Situation du P.C. ..... *212* — 12
L'instruction publique en république populaire de Mongolie, par *E. Delimars* ..... *225* — 20

NÉPAL.

Situation du P.C. ..... *212* — 16
Le Népal fait l'apprentissage de la démocratie ..... *217* — 24

NICARAGUA.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

NORVÈGE.

Documents secrets norvégiens à vendre ..... *207* — 8
Situation du P.C. ..... *212* — 14
Espionnage soviétique en Norvège *219* — 13

NOUVELLE-ZÉLANDE.

Situation du P.C. ..... *212* — 14

PAKISTAN.

Situation du P.C. ..... *212* — 16

PANAMA.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

PARAGUAY.

Situation du P.C. ..... *212* — 19
Vers le Front uni contre le général Stroessner ? ..... *227* — 19

PAYS-BAS.

Les difficultés du Parti communiste aux Pays-Bas, par *Nicolas Lang* ..... *208* — 5
Le XIXe Congrès du P.C. néerlandais ..... *211* — 24
Situation du P.C. ..... *212* — 13
Défaite électorale du P.C. néerlandais ..... *213* — 20
Nouvelles épurations au P.C. néerlandais ..... *214* — 24
Infiltration communiste dans les syndicats socialistes ..... *223* — 24

PÉROU.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

PHILIPPINES.

Situation du P.C. ..... *212* — 16

POLOGNE.

Bibliographie : Visa pour la Pologne, par K.S. Karol, par *Lucienne Rey* ..... *209* — 17
Situation du P.C. ..... *212* — 12
Comment voyagent et comment reçoivent les dignitaires communistes de Pologne, par *A. Bird* *213* — 6
Progrès du parlementarisme en Pologne ..... *213* — 8
Le IIIe Congrès du Parti ouvrier polonais unifié, par *Jean Malara* *214* — 9
Les espions polonais en Belgique *215* — 12
Les communes populaires de Chine jugées par l'U.R.S.S. et les satellites, par *Branko Lazitch*.. *215* — 22
La législation pénale militaire en Pologne, par *S. Szwajcer*..... *217* — 9
De la frontière Oder-Neisse à la Bibliothèque polonaise de Paris, par *A. Bird* ..... *220* — 12
Les minorités nationales en Pologne, par *Jean Malara*..... *220* — 14
Un été polonais animé, par *Lucienne Rey* ..... *224* — 12
Bibliographie : Histoire du Parti communiste polonais, par M.K. Dziewanowski ..... *224* — 21
La crise économique en Pologne, par *Jean Malara* ..... *225* — 9
Importants changements aux postes-clés, par *Lucienne Rey*.. *227* — 6

PORTO-RICO.

Situation du P.C. ..... *212* — 19
Une enquête sur l'activité communiste ..... *227* — 20

PORTUGAL.

Le Parti communiste portugais et la jeunesse ..... *207* — 4
Le Parti communiste portugais et le général Humberto Delgado.. *211* — 8
Situation du P.C. ..... *212* — 14
L'action communiste sur les catholiques du Portugal, par *Jean Madiran* ..... *218* — 6
L'Afrique portugaise et l'U.R.S.S. *219* — 8
Le Parti communiste portugais sous la tutelle du P.C. italien.. *223* — 4
Au Brésil, campagne hostile contre le général Delgado ..... *223* — 5

ROUMANIE.

Le travail gratuit en Roumanie.. *210* — 9
Situation du P.C. ..... *212* — 12
Un roman roumain : « Les bijoux de famille » ..... *227* — 7

SAINT-DOMINGUE.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

SAINT-MARIN.

Défaite socialo-communiste à Saint-Marin ..... *222* — 15
Epilogue judiciaire du coup d'Etat communiste ..... *224* — 24

SALVADOR.

Situation du P.C. ..... *212* — 19

SÉNÉGAL.

Situation du P.C. ..... *212* — 20

SOUDAN.

Situation du P.C. ..... *212* — 17

SUÈDE.

Situation du P.C. ..... *212* — 14

SUISSE.

L'espionnage soviétique en Suisse *207* — 7
Situation du P.C. ..... *212* — 14

SYRIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 17
A propos du différend entre la République Arabe Unie et la Chine populaire, par *Nicolas Lang*... *226* — 25

TCHÉCOSLOVAQUIE.

L'espionnage soviétique en Suisse *207* — 7
Situation du P.C. ..... *212* — 12

THAILANDE.

Situation du P.C. ..... *212* — 16

TIBET.

Bibliographie : Tibet rouge, de Robert W. Ford, par *Cl. Harmel* *214* — 22
Bibliographie : Prisonniers au Tibet rouge, de Sydney Wygnall, par *Claude Harmel*..... *214* — 22
A propos de la révolte du Tibet. Les relations entre Pékin et Lhassa, par *Nicolas Lang*..... *215* — 6
La situation au Tibet, par *Nicolas Lang* ..... *220* — 31

TOGO.

Déclarations de Sylvanus Olympio, premier ministre du Togo, à la *Pravda* ..... *219* — 8

TUNISIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 20
L'affaire des 481, par *Roland Varaigne* ..... *214* — 4

TURQUIE.

Situation du P.C. ..... *212* — 17

U.R.S.S.

Espionnage à l'U.N.E.S.C.O. ..... *207* — 8
L'agriculture soviétique reste à la traîne, par *Lucien Laurat*..... *207* — 12
La propagande de l'athéisme scientifique en U.R.S.S. ..... *207* — 14
Bibliographie : sur le livre de Victor Alexandrov : « Les héritiers de Souvarov ». Ed. Plon, 1958.. *207* — 23
La poussée soviétique vers le Sud *207* — 24
Sur l'affaire Pasternak..... *207* — 24
La confession de Boulganine, par *Boris Souvarine* ..... *208* — 12
Khrouchtchev, champion de « l'anticommunisme systématique », par *Lucien Laurat*..... *208* — 15
Le développement des forces soviétiques : Armes nouvelles et stratégiques, par *J. Pergent*.... *208* — 18
Documents sur la vie soviétique : Difficultés après la réforme des M.T.S. ..... *208* — 21
Le recensement en U.R.S.S., par *Vladimir Hawryluk* ..... *209* — 10
Le budget soviétique pour 1959, par *Lucien Laurat* ..... *209* — 12
Les relations entre Moscou et Pékin ..... *209* — 15
Polémique soviétique contre Nehru *209* — 16
Bibliographie : Naissance de la Révolution russe, de Alan Moorhead, par *Branko Lazitch*..... *209* — 18
Interdiction de critiquer Lysenko *209* — 19
Premières réflexions sur le XXIe Congrès du P.C. soviétique.... *210* — 1
L'U.R.S.S. et les incidents de Léopoldville, par *Nicolas Lang*.... *210* — 6
Les touristes soviétiques à l'Exposition de Bruxelles, par *M. Slavinsky* ..... *210* — 7
Précisions sur le plan quinquennal inachevé, par *Lucien Laurat* *210* — 10
Documents sur la vie soviétique : Le Turkestan vu par un Polonais ..... *210* — 13
Interdiction de critiquer Lysenko (suite) ..... *210* — 14
Bibliographie : La purge permanente. La politique dans le totalitarisme soviétique, de Zbigniew K. Brzezinski, par *Branko Lazitch* ..... *210* — 15
L'avenir de l'Afrique vu de Moscou ..... *210* — 16
Après le XXIe Congrès du P.C. soviétique ..... *211* — 1
L'agriculture soviétique se relève-t-elle ? par *Lucien Laurat*..... *211* — 19
L'U.R.S.S. contre l'Iran..... *211* — 22
Situation du P.C. ..... *212* — 12
Le Parti communiste en Ukraine, par *N. Kovalsky* ..... *213* — 10
Réflexions sur le « défi » de Khrouchtchev, par *Lucien Laurat* ..... *213* — 13
L'aviation et l'industrie aéronautique soviétiques, par *J. Pergent* *213* — 16
L'U.R.S.S. à l'aide de la rébellion en Afrique noire..... *213* — 19
Emplacements des rampes de lancement soviétiques dans les Etats du pacte de Varsovie.... *214* — 3
Dmitri Manouilski, par *Boris Souvarine* ..... *214* — 12
La mortalité des généraux en U.R.S.S. de 1956 à 1958, par *Vladimir Hawryluk* ..... *214* — 14
Le « défi » commercial de Khrouchtchev, par *Lucien Laurat*.... *214* — 15
Une « discussion » au Comité central du P.C. en U.R.S.S..... *214* — 18
L'U.R.S.S. et le Cameroun ..... *214* — 24
Espionnage soviétique en Allemagne et en Belgique ..... *215* — 10
L'offensive commerciale du Krem-et les satellites, par *Lucien Laurat* ..... *215* — 15
L'encyclopédie soviétique ukrainienne, par *Vladimir Hawryluk* *215* — 18
Documents sur la vie soviétique :
— Détournements de marchandises et de fonds..... *215* — 19
— Histoire d'une perquisition.. *215* — 19

Les communes populaires de Chine jugées par l'U.R.S.S. et les satellites, par *Branko Lazitch*.. *215* — 21
Bibliographie : L'institution concentrationnaire en Russie, 1930-1957, par *Branko Lazitch*..... *216* — 11
Bibliographie: Un mois en U.R.S.S., d'Alberto Moravia, par *Branko Lazitch* ..... *216* — 12
Le quarantième anniversaire de la fondation de l'Internationale communiste (numéro des *Cahiers du Communisme*), par *Branko Lazitch* ..... *216* — 12
Documents sur la vie soviétique : L'antisémitisme en U.R.S.S. ... *216* — 13
Erratum à l'article : « Une discussion » au Comité central du P.C. de l'U.R.S.S., n° 214, pages 18 et 19 ..... *216* — 16
La propagande soviétique en faveur de l'Afrique noire, par *Nicolas Lang* ..... *217* — 4
Précisions sur l'« aide soviétique », par *Lucien Laurat*..... *217* — 6
Le développement des flottilles de sous-marins soviétiques, par *J. Pergent* ..... *217* — 11
Les paysans soviétiques dans le plan septennal, par *E. Delimars* *217* — 14
L'opposition clandestine en U.R.S.S. ..... *218* — 19
Le « parlementaire » soviétique, par *Vladimir Hawryluk* ..... *218* — 21
Le député dans la littérature soviétique, par *V. Hawryluk*..... *218* — 25
Trois ans de poésie soviétique : 1956-1958, par *M. Slavinsky*.... *218* — 27
Propagande soviétique en Afrique noire britannique ..... *218* — 30
L'Afrique portugaise et l'U.R.S.S. *219* — 8
Déclarations de Sylvanus Olympio, premier ministre du Togo, à la *Pravda* ..... *219* — 8
Khrouchtchev signe son discours secret, par *Boris Souvarine*.... *219* — 12
Le recensement soviétique, par *Lucien Laurat* ..... *219* — 14
Images de la vie soviétique : Les embarras des dirigeants du Komsomol, par *M. Slavinsky*.. *219* — 18
Une purge au Turkménistan..... *219* — 20
Treize années d'aide soviétique aux pays sous-développés, par *Philippe Schneyder* ..... *220* — 19
Les points de force et les objectifs stratégiques de l'U.R.S.S., par *J. Pergent* ..... *220* — 20
Développement du théâtre maritime extrême-oriental, par *J. Pergent* ..... *220* — 22
L'U.R.S.S. devant le problème de la main-d'œuvre, par *Lucien Laurat* ..... *220* — 23
Sur la folie de Staline, par *Boris Souvarine* ..... *220* — 26
Images de la vie soviétique : Engouement pour la mode occidentale, par *Claude Harmel*.... *220* — 28
De Boulganine à Khrouchtchev, par *Lucien Laurat*..... *221* — 11
Planification de la protection antiatomique dans le bloc communiste, par *J. Pergent*..... *221* — 15
Le théâtre naval soviétique d'Extrême-Orient, par *J. Pergent*.. *221* — 15
Bibliographie : Pékin contre Moscou, d'Alexandre Metaxas, par *Branko Lazitch* ..... *221* — 19
Bibliographie : La tragédie des juifs en U.R.S.S., par Léon Leneman ..... *221* — 19
L'ampleur du gaspillage dans l'agriculture soviétique, par *Lucien Laurat* ..... *222* — 13
Les tares de l'industrie soviétique, par *Lucien Laurat*..... *223* — 17
Le Soviet de l'Ukraine soviétique, par *N. Kovalsky* ..... *223* — 20
Propagande culturelle soviéto-chinoise en Asie ..... *223* — 21
L'Histoire de France vue de Moscou, par *Jean-Pierre Morillon*.. *224* — 13
L'Economie soviétique au premier semestre 1959, par *Lucien Laurat* *224* — 14
En Ukraine, l'athéisme, discipline obligatoire dans l'enseignement supérieur, par *E. Delimars*.... *224* — 17
Le dilemme de Khrouchtchev, par *Boris Souvarine* ..... *225* — 1
Questions à poser à Nikita Khrouchtchev, par *Lucien Laurat*.... *225* — 13
Le mystère des croiseurs soviétiques, par *J. Pergent*..... *225* — 16
Premier coup d'œil sur le budget soviétique (1960), par *Lucien Laurat* ..... *226* — 20
Les explosions atomiques expérimentales soviétiques, par *J. Pergent* ..... *227* — 8
U.R.S.S. 1960, par *Lucien Laurat*.. *227* — 11
Quand Khrouchtchev célébrait Staline et Yejov ..... *227* — 13
Un Institut de l'Afrique en Union soviétique, par *Nicolas Lang*... *227* — 14
Epuration et russification en Lettonie ..... *227* — 19

URUGUAY.

Situation du P.C. ..... *212* — 19
Intense activité communiste..... *227* — 20

VENEZUELA.

Situation du P.C. ..... *212* — 20

VIET-NAM NORD.

Situation du P.C. ..... *212* — 12
L'indiscipline des intellectuels... *226* — 23

VIET-NAM SUD.

Situation du P.C. ..... *212* — 16

YOUGOSLAVIE.

Sur une étude de « La Documentation française » : La Ligue des communistes de Yougoslavie et son évolution de 1919 à 1958.. *207* — 23
Les incidents entre l'Albanie et la Yougoslavie. La question arabe, la question albanaise... *208* — 10
La stratification sociale en Yougoslavie, par *Branko Lazitch*.... *210* — 3
Situation du P.C. ..... *212* — 12
Le témoignage de Tito sur les dernières années du Komintern, par *Branko Lazitch* ..... *216* — 3
Manifestations d'étudiants en Yougoslavie, par *Branko Lazitch* *220* — 11

FÉDÉRATION DU LIVRE C.G.T. F.O.
Le Directeur de la Publication : M. COQUET, 86, boulevard Haussmann (8e)
L'EMANCIPATRICE, Imp. Coop., 3, rue de Pondichéry, Paris-15e. — 30877-160

La revue *Problèmes économiques*, n° 5 de 1958, indique en passant, dans un article de l'académicien Stroumiline, que pour 1956 la main-d'œuvre kolkhozienne peut s'évaluer approximativement à « 33,5 millions d'hommes-années ». Ce chiffre ne s'accompagne d'aucune explication, mais il s'agit manifestement de mesurer la « force » de la population kolkhozienne à l'aide d'un certain critère, d'une certaine quantité de travail que le gouvernement exige de tout kolkhozien au cours d'une année (« homme-année »). Le même Stroumiline donne dans le recueil *L'Economie socialiste soviétique* (1957) un article avec en bas de page une note de deux lignes indiquant que le nombre des kolkhoziens peut être calculé approximativement « *d'après le nombre des foyers et des journées de travail effectuées* ». En termes plus clairs, cela signifie que la statistique soviétique recueille des renseignements à la fois sur le nombre moyen des journées de travail effectuées par les kolkhoziens *aptes au travail* et sur le nombre total des journées de travail effectuées par les 19 millions de foyers kolkhoziens. En divisant le second chiffre par le premier, on établit le nombre de kolkhoziens travaillant à plein temps.

Rendant plus difficile l'établissement de ce chiffre, jouant selon son habitude à cache-cache, la statistique soviétique ne fait pas figurer ces deux chiffres côte à côte. *L'U.R.S.S. en chifffres*, p. 198, indique qu'en 1957 « un kolkhozien apte au travail a fait en moyenne 335 journées de travail », sans dire combien de milliards de journées de travail ont été accomplies par l'ensemble des foyers. Le recueil *L'Economie nationale* (1957, p. 141) s'y prend autrement : il ne donne pas de renseignements sur la moyenne des journées de travail effectuées, mais indique en revanche qu'en 1956 l'ensemble des kolkhozes en ont fait 11.103 millions. La différence des années (1956 et 1957) n'a pas d'importance en l'occurrence, de sorte que divisant 11.103 millions par 335 nous concluons que pour 1957 la population kolkhozienne au travail peut atteindre 33.143.000 individus.

Ce chiffre coïncide presque avec les « 33,5 millions d'hommes-années » indiqués dans l'article de Stroumiline. Donne-t-il une réponse précise sur les unités physiques qui composent la population kolkhozienne ? Non, ne serait-ce que parce que, de l'aveu même des collaborateurs du Gosplan (voir *L'Emulation économique*, p. 217), outre la population apte au travail, tenue de travailler, il y a dans les kolkhozes « des vieillards et des invalides » qui y travaillent « un peu » et non par obligation, mais « selon leur désir ».

L'évaluation de la population kolkhozienne par la méthode indiquée plus haut réduit le nombre réel des travailleurs, mais pour ne pas nous lancer dans des conjectures, nous ne pouvons établir d'autre chiffre que 33.143.000. Il sera extrêmement intéressant de savoir quel chiffre le gouvernement soviétique donnera dans ses futures publications : s'il indique que les kolkhoziens (et les kolkhoziennes, dont le nombre est probablement aujourd'hui de 30 % supérieur à celui des hommes) qui travaillaient en 1958 étaient moins de 33,1 millions, ce sera la preuve de la falsification des résultats du recensement.

Une remarque encore. La population kolkhozienne représente sans doute 36 % de la population active totale du pays et comme, en chiffres absolus, 36 % égalent 33.143.000, on peut établir à 92.064.000 personnes le total de la population active dont le gouvernement soviétique ne veut pas jusqu'à présent indiquer l'importance. Or, comme nous avons calculé les 36 % non pas sur le nombre réel de travailleurs des kolkhozes, mais sur un chiffre légèrement plus bas, la population active globale est en réalité de quelques millions supérieure à 92 millions.

⁂

La population kolkhozienne n'est pas toute la population agricole active de l'U.R.S.S., mais seulement sa part dominante. Il y a encore ou, plus exactement, il y avait jusqu'au 1er octobre 1959 deux autres groupes.

Le premier est celui des sovkhozes. Le plan septennal les destine à être des « entreprises socialistes-clefs » avec un « rôle croissant dans l'agriculture ». L'importance de la population qui y travaille n'a pas à être devinée. La statistique soviétique donne tous les ans les renseignements nécessaires à ce sujet et nous savons qu'en 1957, 3.961.000 personnes (dont, en 1955, 46 % de femmes) travaillaient dans les sovkhozes et les entreprises auxiliaires.

Entre les kolkhozes et les sovkhozes, il y avait jusqu'à présent le personnel des M.T.S. ou stations de machines et de tracteurs. Pour ne pas compter deux fois les mêmes gens, il faut avoir en vue qu'environ 80 % du personnel des M.T.S. sont des kolkhoziens, bien que depuis 1953 la statistique les appelât et les dénombrât comme ouvriers et employés. La loi du 31 mars 1958 a modifié radicalement le statut des M.T.S. Une grande partie de leurs moteurs et machines ont été remis, « vendus » aux kolkhozes et les cadres qui y travaillent, cessant d'être appelés ouvriers, sont redevenus les kolkhoziens qu'ils étaient en réalité. Il est fort possible qu'il en soit de même plus tard des M.T.S. qui restent. Privées des kolkhoziens qui y collaborent, elles deviendront (il en est déjà question) de simples stations de réparations techniques et, sous cette forme, ne seront plus qu'une partie de l'industrie des constructions mécaniques. Même si cela n'arrivait pas pendant le plan septennal, leurs cadres actuels d'ouvriers et d'employés, à part les kolkhoziens, ne sont pas assez nombreux pour qu'on y attache de l'importance en calculant l'ensemble de la population agricole active.

En dehors du système kolkhozien-sovkhozien, il y a eu pendant plus de vingt-cinq ans et jusqu'à ces tout derniers temps un groupe que la statistique faisait figurer immanquablement et avec raison dans la population agricole active. Ce sont les travailleurs qui, comme les kolkhoziens, avaient obtenu le droit de cultiver à titre individuel un lopin de terre, d'y faire pousser des légumes, des pommes de terre, des fruits, d'avoir du bétail. En 1956 (les données postérieures manquent), ces travailleurs avaient en leur possession 7.900.000 têtes de gros bétail à cornes dont 4.500.000 vaches, 5.900.000 porcs, 4.200.000 brebis, 4.500.000 chèvres. Dans les statistiques, ce groupe figure sous une rubrique spéciale de « membres des familles des ouvriers et employés occupés dans l'économie auxiliaire individuelle ».

L'indication que ce sont les « membres des familles » et non les ouvriers et employés eux-mêmes se comprend. Ces ouvriers et employés sont déjà dénombrés dans différentes branches de l'économie soviétique et la statistique ne veut pas les compter encore une fois dans l'économie auxiliaire. L'intention est louable, mais comme nous le verrons plus loin, en la mettant en pratique on ne joint pas les deux bouts. Ces « membres des familles » des ouvriers et employés représentaient dans la population active totale 2,5 % en 1940, 3,7 en 1957 (voir *L'U.R.S.S. en*

chiffres, p. 312). Nous avons établi à 92.064.000 la population active; sur ce nombre, 3,7 % donnent un chiffre fort considérable, 3.406.000. Quelles sont ces personnes ? Sont-ce les enfants des employés et des ouvriers ? Ou bien des parents exemptés de travail dans l'économie étatique en raison de leur âge ou pour d'autres raisons ? Nous en trouvons des explications dans la presse soviétique.

Du point de vue communiste, il était inconvenant de jeter un regard sur cette entreprise petite bourgeoise, cette survivance provisoirement tolérée d'un monde disparu qui reste disséminée sur le territoire « socialiste » de nombreuses villes et banlieues. Et si l'on y jetait un regard, le fonctionnement même de cette « survivance » paraîtrait d'abord incompréhensible, mystérieux. Nous savons que 19,9 millions de kolkhoziens avaient reçu pour leur exploitation personnelle un total de 5.650.000 hectares (*L'Economie nationale*, p. 114), c'est-à-dire que chaque famille avait obtenu, en moyenne, la jouissance d'un quart d'hectare. Les employés et les ouvriers n'ont, bien entendu, pas pu recevoir de parcelles plus grandes que les kolkhoziens, surtout dans les villes où la vache ou le porc s'abritent sous un simple auvent dans la cour commune. C'est pourquoi, lorsque la statistique indique (*L'Economie nationale*, ibid.) que tous les lopins de terre mis à leur disposition s'élevaient à 1.630.000 hectares, il s'ensuit que sur ces lopins et ces moins d'un quart d'hectare il y avait un *minimum* de 6.520.000 exploitations auxiliaires. On n'en trouve nulle part la moindre indication dans la presse soviétique et pourtant c'est là une conclusion logique et économique qui découle des chiffres.

A la lumière du chiffre indiqué, la première impression que l'effectif du bétail dans les exploitations auxiliaires est énorme se dissipe en fumée. Il n'y a là rien d'énorme. Dans une exploitation individuelle, il s'agit d'une vache et d'un porc, dans une autre d'un porc et d'une chèvre, dans une troisième d'un porc et de deux brebis. Ce qui se dissipe aussi, c'est le mystère engendré par la question de savoir comment ce minimum de 6.520.000 exploitations individuelles a pu exister alors que les « membres des familles » qui s'en occupaient étaient au total 3.406.000. Les « membres des familles » se trouvant dans une ville, localité ou région ne pouvaient tout de même pas s'occuper d'autres exploitations ailleurs. Il est évident que dans 3.114.000 exploitations (6.520.000 moins 3.406.000) le bétail était nourri, la vache ou la chèvre traite, le cochon élevé par d'autres personnes. Par qui, il n'est pas difficile de le deviner. Non par des membres de la famille, mais simplement par les ouvriers, les employés, leur femme qui, aux heures disponibles après leur travail régulier, s'occupaient d'une petite exploitation pour améliorer leur existence.

Le 12 août 1959, un coup mortel a été porté à ce type d'économie. Récemment encore, les gouvernants le considéraient comme utile et l'avaient exempté, en tant qu'exploitation personnelle des kolkhoziens, des livraisons obligatoires à titre d'impôts à l'Etat. Or, soudain, le changement est saisissant. Le Presidium du Soviet suprême de la R.S.F.S.R., qui sera sans aucun doute suivi dans toute l'Union soviétique, a annoncé que « maintenant que les kolkhozes et les sovkhozes augmentent la cadence du développement de l'élevage public, il y a possibilité réelle de mettre fin à l'élevage primitif dans les villes et les banlieues ». On reproche à ces exploitations non seulement d'employer pour nourrir le bétail des « denrées alimentaires provenant des stocks de l'Etat », mais une autre chose plus importante encore : de « distraire de la main-d'œuvre productive dans la société ».

On est frappé par la hâte de cette destruction. Le décret, paru le 12 août, prescrivait de liquider complètement les exploitations individuelles en un mois et demi (avant le 1er octobre). En interdisant l'abatage du bétail à cornes, des vaches et des veaux, il en ordonnait la vente aux sovkhozes et aux kolkhozes, à bas prix.

Pour le moment, une partie des exploitations auxiliaires, dont celles des ouvriers et des employés des sovkhozes qui se trouvent loin des villes et de leurs environs, ne sont pas touchées par le décret, *mais pas pour longtemps*. L'esprit du décret atteste clairement qu'on est décidé à supprimer les exploitations auxiliaires des ouvriers et employés. Puis, on frappera aussi celles des kolkhoziens, et plus le plan septennal sera réalisé avec succès, plus proche sera le moment où il ne restera plus dans l'agriculture aucune exploitation individuelle, aucune propriété autre que la « nationale ».

⁂

Maintenant, on peut répondre à la question : quelle est l'importance de la population agricole active de l'U.R.S.S. ? Les ouvriers, les employés, les membres de leurs familles qui, au nombre de 6.520.000 au minimum au 1er octobre 1959, avaient quelque rapport avec l'agriculture, sont aujourd'hui à exclure du nombre de ceux qui participent à la production agricole. Il est vraisemblable que d'ici à 1965, il ne restera rien de leurs exploitations auxiliaires. « Epurée » de cet appendice, engagée dans l'émulation avec les 6.730.000 fermiers et ouvriers agricoles américains, la population agricole active de l'U.R.S.S. se compose de 33.143.000 kolkhoziens et kolkhoziennes et de 3.961.000 sovkhoziens. Soit en chiffres ronds 37.000.000. Cette masse nombreuse peut-elle atteindre vers 1970 une production supérieure à celle des 6.730.000 Américains ? Pourquoi pas ? (Ce ne sont point des Papous.) Et si ces 37 millions « remportent la victoire » sur les 6,7 millions, sera-ce vraiment un grand miracle, un événement d'importance mondiale, historique ? Nous le dirons dans un prochain article.

N. VALENTINOV.

LES COMMUNISTES DU PARAGUAY FONT-ILS PARTIE DU FRONT UNIQUE?

A l'occasion des récents troubles provoqués par la tentative d'allumer une révolte contre la dictature militaire du général Stroessner, la *Pravda* et les *Izvestia*, à un jour d'intervalle, ont publié chacun un article sur le Paraguay. Après avoir rappelé que plusieurs chefs communistes du Paraguay sont emprisonnés, la *Pravda* (du 23 décembre 1959) écrit : « *Les forces d'opposition ont été longtemps désunies au Paraguay. Mais au début de cette année* 1959, *on a appris que dans l'émigration avait été fondé le « Front unique de libération nationale » avec l'adhésion de tous les partis d'opposition. Le Front a publié une déclaration disant « ... que le temps est venu d'organiser l'action immédiate de tous les adversaires de la dictature, indépendamment de leurs préférences idéologiques.* »

Manœuvres communistes contre la République Arabe Unie

LA tactique sinueuse de l'Union Soviétique à l'égard de la République Arabe Unie se poursuit. Tout en continuant à accorder son aide économique au gouvernement du Caire, l'U.R.S.S. cherche à miner l'autorité de Nasser et de ses compagnons tant en Egypte qu'en Syrie. A cet effet, le Kremlin emploie fort habilement les communistes du Proche-Orient et, en premier lieu, Khaled Bagdache, secrétaire général du P.C. syrien.

Au cours des manifestations qui marquèrent le dixième anniversaire de la République populaire chinoise, Bagdache prononçait, à Pékin, un discours dans lequel il attaqua avec une violence inouïe Nasser et les dirigeants du Caire. Les relations diplomatiques entre la R.A.U. et la Chine populaire furent à deux doigts d'être rompues et il fallut que les autorités chinoises expriment leur regret et précisent qu'elles avaient « ignoré », au préalable, les termes du discours de Bagdache, pour que le Caire consentît à autoriser son chargé d'affaires à Pékin de regagner son poste.

L'allocution de Khaled Bagdache ne constituait cependant qu'un élément d'un ensemble. Dans son numéro de novembre 1959, *La Nouvelle Revue Internationale*, organe du communisme international, a publié un article du leader communiste syrien où ont été reprises toutes les accusations portées contre Nasser et le régime de la R.A.U. Bagdache reprochait notamment au chef d'Etat égyptien d'avoir partie liée avec les « impérialistes occidentaux » et de s'être allié avec la bourgeoisie égyptienne par le truchement de laquelle il servait désormais les intérêts du « capitalisme américain ».

Khaled Bagdache a répété ces accusations lors de son intervention au VIIe Congrès du Parti socialiste ouvrier hongrois (P.C. de Hongrie) au début de décembre 1959, à Budapest.

Voici d'ailleurs de larges extraits de ce discours où il est proclamé que les conditions sont mûres pour former un « front national » en Syrie et qu'il faut reconsidérer les bases de l'union avec l'Egypte.

« *Aujourd'hui, alors que tout le monde regarde avec confiance les progrès réalisés par la détente internationale, grâce au grand développement des forces du camp socialiste, et grâce à la sage politique de paix de l'Union Soviétique, sous la conduite du camarade Khrouchtchev, l'intérêt national réclame de nous, Arabes, comme il réclame de tous les peuples d'Asie et d'Afrique récemment libérés, une grande vigilance et une plus grande solidarité pour consolider la paix et faire échec aux tentatives et plans impérialistes agressifs et expansionnistes dirigés contre notre indépendance et notre liberté.*

« *Mais les monopoles financiers du Caire, représentés par la « Banque d'Egypte », qui dirige dans les coulisses la politique de la R.A.U., se comportent d'une manière en contradiction totale avec les aspirations et les nobles objectifs de la nation.*

« *Cette politique a infligé de rudes coups à l'ensemble du mouvement de libération nationale arabe ; elle a abouti à la désagrégation de la solidarité arabe face à l'impérialisme et à la démolition des fronts nationaux dans la plupart des pays arabes. Elle menace dangereusement les relations d'amitié avec le camp socialiste.*

« *La politique suivie par le groupe de la « Banque d'Egypte » à l'égard de la province orentale de la R.A.U. a ébranlé les bases de la République ; la Syrie va vers une véritable catastrophe dans le domaine de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ; la famine sévit actuellement dans plusieurs régions rurales syriennes ; une atmosphère de despotisme, de terreur et d'anarchie accable 99 % du peuple syrien.*

« *Le peuple syrien est un peuple expérimenté et conscient. En effet, à travers les épreuves et les malheurs que le peuple syrien a connus depuis l'union avec l'Egypte, ont mûri rapidement toutes les conditions favorables pour l'élaboration du plus large front national, englobant les ouvriers, les paysans, les étudiants, les commerçants, les artisans, les intellectuels et la bourgeoisie nationale ; ce front national permettrait de tirer la Syrie du désordre et de la faillite, de sauver l'économie syrienne, d'arrêter la terreur, de répandre la démocratie, de reconsidérer les bases et les formes de l'union de la Syrie avec l'Egypte, afin d'établir des relations fraternelles avec la jeune et brave République irakienne ; il permettrait de mettre fin à la politique d'entente et de trêve avec l'impérialisme et de collaboration avec ses agents dans les pays arabes, de cesser d'ouvrir les portes devant les capitaux impérialistes américains et allemands de l'Ouest, et de raffermir les relations d'amitié avec l'Union Soviétique et le camp socialiste, cette amitié qui est un gage sûr pour préserver l'indépendance nationale et bâtir l'économie nationale.* »

La lecture de ce texte, qui fut largement reproduit dans la presse communiste (*Humanité*, *Drapeau Rouge*, etc.), montre la tactique qu'entend appliquer désormais Moscou en Syrie. A savoir : réunir toutes les forces de l'opposition dans un « front national » qui, avec l'appui de la « jeune et brave République irakienne », mettraient fin à l'union égypto-syrienne. Visiblement, c'est sur le maillon le plus faible de la R.A.U., la province orientale, que Moscou est décidé à porté ses coups. Et la frontière syro-irakienne risque bientôt de n'être plus qu'un bien faible cordon à travers lequel les communistes vont tenter de développer leur manœuvre.

Nicolas LANG.

JOURNÉE DU CONGO A MOSCOU ET A PÉKIN

Une « Journée de solidarité avec le peuple congolais » a été organisée le 26 novembre en U.R.S.S. et en Chine populaire. A l'issue d'une réunion qui s'est tenue à cette occasion dans le nouvel Institut d'Afrique à Moscou, une résolution a été publiée félicitant le peuple congolais et souhaitant à la « nouvelle République africaine » de réussir dans sa lutte pour l'indépendance. Au cours de la même réunion, à laquelle assistèrent de nombreux étudiants africains (Guinée, Ghana, Togo, Sénégal, etc.) ainsi que des dirigeants politiques et syndicalistes soviétiques, un étudiant noir du Congo belge, qui suit actuellement les cours dans une université de Moscou, prononça un discours dans lequel il condamna l'action des « colonialistes belges ».

A Pékin, plusieurs journaux communistes dont le *Quotidien du Peuple*, le *Ta Kung Pao* et le *Quotidien de Kwang Ming*, publièrent une déclaration officielle du gouvernement chinois qui assure de son entière sympathie et de son soutien total le « Mouvement nationaliste congolais » qui réclame l'indépendance immédiate du Congo belge. Les publications chinoises dénoncèrent également le plan belge d'accession à l'autonomie par étapes. Selon eux, les offres d'élections libres et d'aide économique prévues par le gouvernement de Bruxelles, constituent autant de tentatives pour paralyser « la volonté de lutte du peuple congolais ».

A travers les revues

Le commerce franco-soviétique

On saura gré à M. F. Courtaud de n'avoir pas caché qu'il était secrétaire de la commission économique de France-U.R.S.S. lorsqu'il a donné à la revue *Hommes et Techniques*, pour son numéro d'août 1959, un article intitulé « *Dix ans de rapports économiques franco-soviétiques* ». Cela permet de réduire à leur juste valeur les critiques qu'il porte contre les réglementations d'embargo auxquelles la France avait souscrit en 1948 en même temps que ses alliés occidentaux et qui interdisaient l'exportation vers l'Union Soviétique et les démocraties populaires de produits d'importance stratégique. Même avant les assouplissements qu'ont connus récemment ces réglementations, les dirigeants soviétiques auraient pu passer en France des commandes beaucoup plus importantes qu'ils ne le faisaient s'ils en avaient eu le désir... et les moyens : raffineries de sucre, usines pour la construction de logements préfabriqués, telles que celles qui ont été commandées à l'industrie française par les Soviétiques ces derniers temps ne figuraient pas sur les listes d'embargo. Quand les Soviétiques s'en prenaient aux réglementations d'embargo, ils se livraient à une espèce de chantage diplomatique et tentaient de faire entrer dans leur jeu les hommes d'affaires occidentaux et de les dresser contre l'Alliance Atlantique. Il n'est pas étonnant qu'un dirigeant de l'association France-U.R.S.S. ait repris cet argument et lancé au passage cette pointe contre la politique internationale de la France.

Le plus intéressant de cet article est ailleurs. Il est dans la contradiction évidente, sauf peut-être pour M. Courtaud (mais ce n'est pas certain) entre deux des propositions qu'il avance.

« *Si l'on compare*, écrit-il, *ces échanges* [entre la France et l'U.R.S.S.] *à ce qu'ils étaient en 1936, époque où l'U.R.S.S. n'était pas encore au même stade de développement industriel que les pays occidentaux... ou bien à ce qu'ils étaient en 1913 où la Russie était surtout exportatrice de produits agricoles avec une économie non planifiée, on aperçoit aussitôt l'importance qu'il y a à replacer ces réflexions dans un contexte économique qui se rapporte à la période considérée.* »

Et M. Courtaud fait remarquer un peu plus loin qu'« *à l'époque du spoutnik* » l'interdiction d'exporter des instruments de précision, par exemple, « *présentait un caractère quelque peu anachronique* ».

On s'attendait, après cela, à voir dans les listes de ce que l'U.R.S.S. vend à la France, de ces produits qui sont ceux qu'exportent les pays ayant atteint le stade de développement industriel des pays occidentaux.

Or, d'après notre auteur, l'U.R.S.S. a livré à la France, en 1957, de l'amiante (1.100 millions), du minerai de fer et de manganèse (1.294 millions), des combustibles minéraux (12 milliards), du bois (près de 3 milliards), des pelleteries (1.411 millions), du coton (1.815 millions), de la pâte à papier (551 millions).

En échange, la même année, la France a vendu à l'Union Soviétique des machines-outils (1.500 millions en trois ans rien que pour les machines transferts), 45 fours électriques, 45 presses, 60 groupes convertisseurs, 35 locomotives, des turbines à gaz, des ensembles automatiques pour diverses industries alimentaires chimiques, industries du cuir, du matériel de radio et de télévision (2.500 millions en trois ans), des usines destinées à la construction de maisons, sans compter « des contingents élevés de produits de consommation ».

Le contraste entre les deux séries est frappant : la France exporte vers l'U.R.S.S. des produits qui sont ceux d'un pays hautement industrialisé ; par contre, il ne nous vient d'Union Soviétique que des matières premières et des produits bruts qui sont ceux qu'exportent d'ordinaire les pays sous-développés.

En 1913, la structure des échanges entre la France et la Russie n'était pas fondamentalement différente.

A l'époque du spoutnik, il y a là matière à réflexion. Le développement industriel de l'U.R.S.S. s'est manifestement accompli dans le déséquilibre le plus profond, de par la volonté du pouvoir qui a fait porter le principal de l'effort sur un tout petit nombre de secteurs, choisis pour des raisons tout autres que « socialistes ». C'est d'ailleurs ce qui rend assez vaines les comparaisons entre la production des produits fondamentaux dans les pays des deux blocs. Une tonne d'acier n'a pas la même signification en Union Soviétique qu'aux Etats-Unis et en France. Elle représente en U.R.S.S. beaucoup plus de canons, beaucoup moins de lames de rasoir.

C.H.

Association d'Etudes
et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 NF pour six mois et 60 NF pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 NF pour un an et 90 NF si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Le numéro : 2,25 NF.

Le Directeur de la Publication : M. Coquet, 86, boulevard Haussmann (8e)
L'Emancipatrice, Imp. Coop., 3, rue de Pondichéry, Paris-15e. — 30907-160